

Le 9 mars et après...



MOBILISONS-NOUS
pour le RETRAIT
du projet de loi PS-Medef !

Dossier

**DEBOUT POUR LES
DROITS DES FEMMES
ET L'ÉGALITÉ !**

Pages 6 et 7

ÉDITO

La colère est dans le pré
Page 2

PREMIER PLAN

MigrantEs : contre l'Europe
forteresse, préparer
le 19 mars Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Algérie : la nouvelle Constitution au
service des classes dominantes
et du pouvoir Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec François Ruffin,
journaliste activiste Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

La colère est dans le pré

« **L**e fait que le chef de l'État soit sifflé, hué, honnêtement, je ne suis pas très formaliste, ça ne m'a pas extrêmement gêné. Ce qui m'a plus gêné, c'est qu'il ne prenne pas le temps de s'arrêter vers ces éleveurs qui étaient en grande détresse », a dit Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne, au lendemain de l'inauguration du Salon de l'agriculture par Hollande. Il est vrai que celui-ci risque de se souvenir longtemps de sa visite au Salon de l'agriculture samedi dernier : insultes, projectiles, démontage du stand du ministère de l'Agriculture... Et Valls, deux jours plus tard, d'essayer à son tour une volée de bois vert, avec des « échanges vifs » et « rugueux », pour reprendre les termes de la presse...

Si derrière cette agitation peuvent aussi se cacher les agro-industriels et la FNSEA, le chef de l'État et les représentants du gouvernement n'ont pas volé l'accueil qui leur a été réservé durant ce salon. Car la guerre des prix à laquelle se livre la grande distribution se fait sur le dos des producteurs, en particulier de ceux qui n'ont aucun rapport de forces, c'est-à-dire les plus petits, que ce soit dans le secteur du lait, du cochon ou de la viande bovine. Et dans ce cadre, la politique de ce gouvernement est un couteau sans lame, qui plus est tenu par une main qui ne veut même pas frapper... Affirmant vouloir « faire pression sur les distributeurs pour une vraie reconnaissance du travail de l'agriculteur », Hollande a annoncé vouloir modifier « avant l'été » la loi de modernisation de l'économie (LME). Adoptée en 2008, cette LME instaure la « liberté » de négociation des prix entre les centrales d'achat des grandes surfaces et leurs fournisseurs... Et après l'annonce tonitruante, Valls tempère : « S'il faut légiférer, [...] nous le ferons. Mais moi, j'appelle chacun à assumer ses responsabilités. » Autant dire qu'il ne va pas se passer grand-chose. De toute façon, le gouvernement ne pourra pas s'en tirer à si bon compte. « C'est une crise structurelle, on est allés au bout du modèle productiviste », dit encore le porte-parole de la Conf'. C'est vrai, et pour changer ça, il faudra marcher sur ce gouvernement, les institutions européennes, et bien entendu l'ensemble du secteur agro-industriel et de la grande distribution qui prospère main dans la main sur la misère paysanne.

BIEN DIT

Si vous ne voulez pas que la finance contrôle le gouvernement, ne votez pas pour des candidats financés par des grandes banques, le pétrole ou des milliardaires tarés. Stop !

ADAM MCKAY, scénariste et réalisateur de *The Big Short*, lors de son discours de remerciement lors de la cérémonie des oscars dimanche 28 février

À la Une Mobilisons-nous pour le retrait du projet de loi travail PS-Medef !

Le rejet suscité par le projet de loi de Myriam El Khomri, ministre du Travail, est massif et prend de l'ampleur. D'ores et déjà, le report de la présentation du projet devant le conseil des ministres est à mettre au crédit de la montée de la mobilisation. C'est le moment d'appuyer sur l'accélérateur !

I faut dire que la loi tape fort !. Elle ne se contente pas, comme les lois précédentes du quinquennat (Sapin, Macron, Rebsamen), de réduire durement les droits des travailleurs, elle dynamite les fondements mêmes du droit du travail tel qu'il s'est construit au travers des conquêtes ouvrières, avec un code censé garantir des protections élevées et des accords donnant encore plus.

Et ça ne fait que commencer...

Sans trop de surprise, c'est la durée du travail qui sert de terrain d'expérimentation : suivant les préconisations du rapport Combrexelle, la réglementation est entièrement réécrite pour donner la primauté aux accords d'entreprise (mêmes défavorables) sur la loi et les accords de branche et définir des règles légales au rabais en l'absence d'accord. C'est ainsi qu'un patron pourra payer les heures supplémentaires tous les trois ans si un accord définit une modulation du temps de travail sur cette durée, ou même tous les quatre mois par simple décision unilatérale. Et pour laisser aux patrons les mains libres, les règles de la négociation collective sont revues : les syndicats minoritaires (30%) pourront demander un référendum si les syndicats majoritaires ne veulent pas signer.

Et ce n'est qu'un début : la prévoit déjà la suite en désignant une commission pour poursuivre le sale boulot sur tout le Code du travail d'ici à 2018.

Jusqu'au bout avec la bourgeoisie

Les outrances de Valls, qui renvoie les critiques de la loi au 19^e siècle (où pourtant le Code du travail n'existait

du recours a déjà été évoquée par la ministre du Travail alors que le débat parlementaire n'a pas commencé, soit sur une droite qui met au défi le gouvernement de tenir bon et dont certains députés ont annoncé qu'ils voteraient la loi si elle restait en l'état. L'erreur du gouvernement pourrait être d'avoir trop chargé la barque et d'attaquer dans le même temps les

demandant la suppression du plafonnement des indemnités pour licenciement abusif, sans perspective d'action. Deux intersyndicales se forment : l'une, incluant la CFDT, pour « faire des propositions », l'autre pour « agir »... mais pas avant le 31 mars comme le propose la CGT.

Or, les signes positifs qu'une lutte d'ampleur pouvant infliger une défaite au gouvernement est à portée de main se multiplient. L'idée que les bornes sont franchies domine, l'envie d'en découdre est bien présente dans la jeunesse et chez les salariéEs.

Les contre-argumentaires circulent, les réseaux sociaux sont en ébullition, et le gouvernement repousse

de deux semaines la date de présentation du projet de loi au Conseil des ministres... Des manifs sont déjà prévues le 9 mars, d'ores et déjà le premier rendez-vous dans la rue pour la jeunesse, les équipes militantes et dans certaines organisations CGT.

L'idée d'une grève jusqu'au retrait est loin d'être acquise, mais il est possible dès aujourd'hui de développer les

cadres permettant d'entraîner les salariéEs à se mobiliser, bousculer le calendrier des confédérations et leur imposer de se jeter dans la bataille. Le retour du printemps pourrait bien être aussi celui de la lutte des classes.

Le comité inspection du travail – Pôle emploi Île-de-France

1- Voir article dans *L'Anticapitaliste* n°325 qui en détaille le contenu

LE GOUVERNEMENT VEUT ENTERRER LE CODE DU TRAVAIL



pas...), montrent que le gouvernement est résolu à satisfaire jusqu'au bout les demandes de la bourgeoisie. Quitte pour cela, sur fond d'ambitions rivales pour 2017, à parachever la rupture avec ce qui reste de sa base au Parlement et au PS, et à se passer du soutien d'une CFDT pourtant disposée à discuter du projet pour le « rééquilibrer ». Isolé, le gouvernement devra compter soit sur le 49-3 dont l'éventualité

cheminots (avec l'annonce par la SNCF du décret sur les règles du travail ferroviaire), au moment même où il n'arrive pas à calmer la colère des agriculteurs.

Le retour de la lutte des classes

Mais la réponse des confédérations syndicales est bien timide. De l'intersyndicale du 23 février n'est sortie qu'une pauvre déclaration

MIGRANT-E-S

Contre l'Europe forteresse, préparer le

Incapables de sortir de la « crise » créée par l'arrivée massive de migrantEs fuyant les zones de guerre, les dirigeants européens multiplient les sommets en tout genre, ajoutant chaque semaine un peu plus de confusion, de rivalités nationalistes, et de misère.

C'est une crise humanitaire sans précédent... 102 000 migrantEs sont arrivés sur les îles grecques pour le seul mois de janvier, laissant des ONG débordées, impuissantes à organiser un accueil décent sur les sites où ceux-ci débarquent. Pour la plupart d'entre eux, les réfugiés continuent leur périple afin d'atteindre le plus rapidement possible le but de leur exil : principalement l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. Transit obligatoire pour y parvenir, ils se retrouvent depuis une dizaine de jours confrontés à la fermeture de la frontière avec la Macédoine. Pour

établir des laissez-passer pour traverser son territoire, celle-ci exige maintenant la présentation de documents d'identité dont bien peu de migrantEs sont en possession après avoir traversé la mer Egée. Lundi 29 février, plusieurs centaines d'entre eux ont tenté de franchir en force la frontière, débordant la police grecque mais finalement stoppées par les gardes frontières macédoniens.

Gesticulations européennes

Le 24 février, une énième réunion au sommet des ministres de l'Intérieur — incluant ceux des différents pays des Balkans mais en l'absence de la

Grèce non invitée (sic) — n'a fait que confirmer et aggraver les désaccords antérieurs, jusqu'à la caricature. Ainsi la Belgique, effrayée des conséquences du démantèlement de la « jungle » de Calais, a-t-elle rétabli les contrôles à sa frontière avec la France. Angela Merkel reste désormais la seule dirigeante européenne hostile à la fermeture des frontières... Cette crise pourrait rapidement sonner la fin de l'espace Schengen. Les décisions prises par les différents États contreviennent au droit européen, et aux conventions de Genève en ce qui concerne le traitement des réfugiés. C'est de tout cela dont

devront discuter les dirigeants européens dans un nouveau sommet imposé par Angela Merkel ce 7 mars à Bruxelles.

Ne pas baisser la pression

Face à une situation dramatique, mouvante autant qu'incontrôlée, les anticapitalistes européens doivent prendre leurs responsabilités, en adoptant une position offensive et unitaire face aux dirigeants européens. La question de l'avenir des migrantEs sur ce continent ne relève pas seulement de la mobilisation des organisations « humanitaires », elle implique une

Un monde à changer

QUI PROFITE DU TRAVAIL DES ENFANTS ? Mardi 19 janvier, deux ONG, Amnesty International et Afrewatch, ont rendu publics les résultats de leur enquête au sujet du travail des enfants africains dans les mines de cobalt. Un état des lieux édifiant...

Précisons d'abord que le dioxyde de cobalt est utilisé pour jouer le rôle de cathode dans les batteries qu'utilisent les téléphones mobiles et autres objets connectés. Il est donc essentiel au fonctionnement de ces objets qui aujourd'hui nous entourent... et tout aussi essentiel au profit des sociétés les commercialisant.

En 2014, 40 000 enfants travaillaient dans les mines du Katanga, une province de la République démocratique du Congo, pays à l'origine de plus de 50 % de la production de cobalt mondiale. Le dernier rapport d'Amnesty International et Afrewatch cite les exemples d'enfants au travail dès l'âge de 9 ans, souvent plus de 12 heures par jour, transportant des charges lourdes, sans aucune protection, pour un salaire journalier allant d'un à deux

dollars... Tout cela pour extraire un minerai réputé dangereux !

Et qui en profite ? Dernier maillon de cette révoltante chaîne de production, les grandes entreprises technologiques – Apple, Microsoft, Sony, Samsung... – se défendent en invoquant l'impossibilité de tracer la provenance des matériaux auprès de leurs fournisseurs. Un argument de communication commode qui évite d'assumer ses propres responsabilités, pour des enseignes qui craignent la mauvaise publicité, comme par exemple H&M très récemment.

Ainsi, l'enseigne de prêt-à-porter suédoise a été épinglée par une ONG britannique qui a révélé qu'un des fournisseurs du groupe embauchait illégalement des enfants réfugiés de Syrie dans ses ateliers turcs... Redoutant ce « bad buzz » très mauvais pour son image branchée, H&M a décidé de rompre tout partenariat avec le fournisseur en question, communiquant ensuite sur son engagement total dans la lutte contre le travail des enfants...

ÉCONOMIE

Les actionnaires n'échapperont pas à la crise qui vient

La société de gestion d'actifs Henderson vient de publier un rapport sur les dividendes versés en 2015 par les 1200 plus importantes sociétés (représentant 90 % de la capitalisation boursière mondiale) ¹...

Pour la première fois depuis 2009, les dividendes exprimés en dollars ont baissé (de 2 %) en 2015. Mais cette baisse tient à l'appréciation du dollar par rapport aux autres monnaies. Corrigés des effets de change, les dividendes mondiaux ont tout de même augmenté de 10 %. L'horizon serait-il dégagé pour les actionnaires ? Les évolutions sont contrastées selon les pays et les secteurs d'activité. Les dividendes ont grimpé de 14 % aux USA et ont doublé depuis 2009. En France, les dividendes en euros ont stagné, et ont chuté de 16 % exprimés en dollars. Ils sont aujourd'hui à un niveau inférieur à 2009, ce qui n'est pas étonnant compte tenu du

« retard » de la France dans les contre-réformes (mais le projet El Khomri vise à remettre à niveau les capitalistes français).

Au Royaume-Uni, les dividendes en dollars ont chuté de 22 %. Pour la première fois de son histoire, les dividendes versés baissent (de 1,5 %)



Des prévisions à la baisse... jusqu'à la crise ! DR

en Chine. Avec la dépréciation du rouble, les dividendes en Russie baissent de 21 % pendant que les dividendes au Brésil s'effondrent de 40 %. La baisse du prix des matières premières a pesé sur les dividendes versés dans les pays émergents. Les dividendes des sociétés pétrolières et minières ont baissé respectivement de 20 % et 6 %, alors que les

banques ont abondamment arrosé leurs actionnaires.

Vers l'éclatement de la bulle financière

Pour 2016, Henderson a revu ses prévisions à la baisse, mais prévoit encore une hausse de 2 % des dividendes

versés en dollars et de 3 % corrigés des effets de change. Ce scénario fait abstraction de l'hypothèse d'une crise financière et d'une nouvelle récession mondiale. Celles-ci ne font pourtant aucun doute, l'incertitude concernant plutôt leur échéance (2016 ? 2017 ?) et leur ampleur.

Car aujourd'hui, les signaux d'une nouvelle crise se multiplient. Les

profits baissent aux USA (JP Morgan prévoit une baisse de 10 % des profits en 2016), ce qui entraîne un recul de l'investissement et un ralentissement de la croissance. En Chine, la conjonction de la baisse de rentabilité du capital et de l'envolée de l'endettement des entreprises est explosif. La plupart des pays émergents (Brésil en tête) sont frappés de plein fouet par la chute du prix des matières premières. Dans ce contexte, la déconnexion entre les profits des entreprises et la valorisation du capital fictif sur les marchés financiers est de plus en plus insoutenable. Malgré les efforts des banques centrales pour différer l'éclatement de la bulle financière, celle-ci va finir par éclater. Les actionnaires en paieront le prix. Mais ils chercheront à reporter au maximum sur les travailleurs le coût de la crise. La survie du capitalisme passera par des attaques de plus en plus monstrueuses contre nous. Socialisme ou barbarie, les termes de l'alternative n'ont jamais été aussi pertinents.

Gaston Lefranc

1- https://az768132.vo.msecnd.net/documents/54497_2016_02_22_11_47_53_957.gzip.pdf

19 mars

solidarité internationaliste active, sans faille. Celle-ci passe avant toute chose par le renforcement, ici et maintenant, de notre soutien aux luttes des migrantEs (en particulier à Calais et à Grande-Synthe) mais aussi par « l'internationalisation » du soutien. C'est ce qu'on mis en pratique les antiracistes anglais de Stand Up To Racism, en manifestant devant le 10, Downing street (résidence et le bureau du Premier ministre britannique), alors que les flics attaquaient les habitantEs de la « jungle » de Calais.

Le 19 mars, toutes et tous dans la rue !

A l'occasion de la journée internationale contre la racisme, des manifestations seront organisées dans toute l'Europe : Londres, Glasgow, Cardiff, Amsterdam, Vienne, Copenhague, Dublin, Barcelone,

Zurich, Varsovie, Nicosie, Athènes, Thessalonique, Patras... En Turquie, à l'occasion du nouvel an kurde, des manifestations contre

les bombardements d'Erdogan se tiendront également. Se saisir de cette échéance internationale pour en faire un premier

succès est un enjeu important. « *De l'air ! De l'air ! Ouvrons les frontières !* »

Alain Pojolat



Grèce-Macédoine, la barbarie des frontières... DR

Le chiffre 17 millions

C'est, en euros, le coût du nouveau matériel fourni aux brigades anticriminalité (BAC) de la préfecture de Paris dans le cadre du plan présenté lundi 29 février par le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve. Au total 204 fusils d'assaut, 1474 casques et visières balistiques et 1835 gilets pare-balles...



Agenda

Jeudi 3 mars, réunion publique du NPA pour le retrait du projet de loi El Khomri, Toulouse. A 20h au local du NPA 31, 9, rue Corneille (métro Arènes).

Samedi 5 et dimanche 6 mars, Salon anticolonial, Paris. A partir de 10h à la Bellevilloise, 21 rue Boyer, Paris 20^e. Voir article en page 10.

Mercredi 9 mars, journée de mobilisation contre la loi El Khomri.

Mercredi 9 mars, rencontre de La Brèche, Paris. Autour du livre *Maman noire et invisible* (La boîte à Pandore, 2015), avec les auteures Diaratou Kebe et Fania Noel, à partir de 19h à la librairie.

Du mardi 23 au vendredi 26 août, 8^e université d'été du NPA, Port-Leucate. À Rives-des-Corbières. Accueil des participantEs le lundi 22 août à partir de 14h, départ le samedi 27 août après le petit-déjeuner.

NO COMMENT

Oui, je suis prête à donner ce feu vert, sous réserve de l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire...

La ministre de l'Écologie et de l'Énergie, SÉGOLÈNE ROYAL, prête à faire passer la durée de vie des centrales nucléaires françaises de 40 à 50 ans, dimanche 28 février sur France 3

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MIGRANT-E-S

Valls et Cazeneuve font brûler Calais

Valls et Cazeneuve ont donc choisi de mettre le feu à Calais... Ce lundi 29 février, plus de 40 cars de CRS et des bulldozers sont entrés en action pour détruire la partie sud de la « jungle » de Calais. Avec lacrymos, tirs de flashball, matraquages et canons à eau.

UNÉDIC Gratter jusqu'à l'os ?

Lundi 22 février s'est tenue la première séance de négociation de la nouvelle convention d'assurance chômage. Alors qu'elle avait dégagé un excédent il y a huit ans, l'Unédic a replongé dans le rouge sous l'effet de la crise qui a détruit 586 000 emplois dans le secteur privé, entre le premier trimestre 2008 et le troisième trimestre 2015.



Des intermittents du spectacle dans la rue en mars 2014, DR

Deux rapports de la Cour des comptes et du gouvernement sont opportunément venus renforcer l'exigence de baisse de droits au nom de la réduction de ce déficit. Sans tenir compte du fait que, au-delà du nombre toujours grandissant de chômeurs, c'est la précarité qui est en grande partie responsable du trou d'environ 3,6 milliards d'euros cette année avec une dette qui devrait culminer à 29,4 milliards en 2016. Si le gouvernement, garant de la solvabilité de l'assurance chômage, met autant la pression sur les négociations, c'est pour tenir la promesse de réduction de 800 millions d'euros du déficit. En effet, censée être gérée par les syndicats et le patronat, l'Unédic est en fait sous contrôle d'un gouvernement qui, par la voix de François Hollande, s'est permis de dire qu'« en France la durée d'indemnisation est la plus longue d'Europe » et défend l'idée d'une dégressivité de l'allocation versée aux privés d'emploi était à creuser. Le Medef vise le relèvement de l'âge, 50 ans aujourd'hui, à partir duquel les chômeurs peuvent toucher jusqu'à 36 mois d'indemnisation, contre 24 mois au maximum pour celles et ceux qui ont moins. Une proposition CFDT compatible ! L'autre piste consiste à réduire l'ensemble des allocations. Peu importe au Medef et au gouvernement que moins d'un chômeur sur deux (43%) soit indemnisé aujourd'hui, soit 2,64 millions de personnes, et que 15% des allocataires touchent moins de 500 euros par mois.

Des économies sur le dos des chômeurs
Lors de la précédente négociation, un premier pas avait été fait avec la surcotisation sur certains contrats précaires, qui n'avait permis qu'une rentrée de 4 millions du fait d'une exonération de cotisations sur les embauches en CDI des moins de 26 ans. Le document de l'Unédic laisse entendre que les salariés profiteraient du système en alternant chômage et petits contrats... Les syndicats proposent de majorer les cotisations sur les entreprises qui recourent aux contrats courts, avec un système de « bonus-malus » qui « récompenserait » les employeurs « vertueux » par des prélèvements moindres et soumettrait à une ponction accrue ceux qui ne le sont pas. Une autre piste d'économies, peu débroussaillée, sur le dos des intermittents se dessine. Les 100 000 intermittents du spectacle devraient faire fournir un quart des économies du régime, soit 200 millions d'euros alors que, dans la convention actuelle, 100 millions d'euros d'économies avaient déjà été réalisés aux dépens des artistes et techniciens. De son côté, la CGT propose le déplaçonnement des contributions, aujourd'hui plafonnées à quatre fois le plafond (12 000 euros) de la Sécurité sociale, « contre balancée » par une augmentation des indemnités versées au-delà des 5 600 euros actuels. Selon l'Unédic, 133 000 personnes seraient concernées par une hausse de cotisation et 12 000 par l'augmentation des allocations, avec un « bénéfice » de plus de 700 millions d'euros. Comme le gouvernement soutient la compétitivité des entreprises via le Pacte de responsabilité, il préconise aussi de réaliser des économies sur le dos des chômeurs. Une combat que nous devons mener et qui rejoint celui contre la liquidation du code du travail.
Robert Pelletier

Représentant de l'Auberge des migrants, François Guennoc, explique : « Les policiers sont arrivés le matin et ont demandé aux migrants encore présents de partir et, dans la foulée, ils ont tout démolé. La façon dont c'est fait est violente, dégradante et contraire aux engagements de l'État ». Un témoignage en direct décrit : « 16h50 : grosse charge, 400 CRS, au moins deux fois plus de migrants. Les migrants jettent les cabanes sur le chemin pour que les CRS ne puissent pas passer. La situation est de plus en plus tendue. Nouvelle charge. 17h00 : le camp est en feu, les migrants mettent le feu aux cabanes déjà détruites pour ralentir les CRS. Il y a des bouteilles de gaz dans les cabanes. Il y a de grosses explosions. Les gens crient : Human Rights, France de merde. »

Des mensonges à la violence d'État
Pour les autorités, mensonges, hypocrisie et violence vont de pair. A peine cinq jours plus tôt, Cazeneuve avait affirmé sans vergogne : « Il n'a jamais été question d'envoyer des bulldozers pour procéder à la dispersion des migrants ». Le même jour, Fabienne Buccio, préfète du Pas-de-Calais, déclarait : « Le recours à la force publique, on n'en a nul besoin parce que nous allons agir dans la persuasion » ! Olivier Marteau de MSF a dénoncé : « Le démantèlement avait été annoncé comme pacifique, ciblant les

tentes vides et les abris inoccupés. Il a en réalité ciblé tous les logements de la zone 9, densément occupée et habitée, et inévitablement dégénéré en violences, dans un camp où vivent des familles et des enfants. » Alors lundi en fin de journée, les migrants ont commencé à riposter, envahissant même la rocade. Et ce sont bien sûr les migrants qui ont été accusés de violence, ainsi que les activistes solidaires labellisés « No borders », accusés de manipuler ces migrants qu'on ne veut pas entendre. Cela sans dire que le périmètre de la destruction, encerclé par la police, est interdit aux associations. Le mépris de la parole des migrants est partie prenante de la violence de l'État.

Vider la « jungle » pour invisibiliser les migrants
Les associations avaient pourtant prévenu : les migrants ne veulent bien sûr pas rester dans la « jungle », mais c'est parce qu'ils et elles veulent aller en Grande-Bretagne. Pas ailleurs. Et la « jungle », malgré toutes ses limites, est le lieu où les migrants peuvent s'organiser et survivre en lien avec les activistes solidaires et les associations. La zone actuellement démantelée regroupe 3 500 migrants, selon un recensement précis réalisé par les associations, dont plus de 400 mineurs. Là encore, les autorités ont menti pour justifier leurs exactions, prétendant qu'il n'y avait

que 800 à 1 000 migrants dans cette zone. Vider la « jungle », c'est atomiser les migrants et les rejeter dans des conditions encore plus indignes et dangereuses. C'est les exposer aux exactions des milices racistes et fascistes. C'est aussi exacerber toutes les tensions avec les habitants de la région. Mais cela, le gouvernement s'en fout. Son seul but, c'est d'invisibiliser les migrants, les insécuriser et leur faire peur. Au risque de faire exploser la région.

La guerre est déclarée...
À qui sait les écouter, les migrants avaient prévenu qu'ils résisteraient. Pas



besoin d'activistes pour cela. Mercredi 24 février, alors que l'expulsion était temporairement suspendue par la préfecture à cause de la saisie du tribunal administratif par les associations, un millier de migrants avait repris la route de la manifestation du 23 janvier, passant par le centre de Calais pour aller vers le site d'Eurotunnel. Symbole du mépris actuel de l'exécutif pour la justice, la préfecture a interprété le jugement du tribunal administratif comme un blanc-seing à l'expulsion... alors que le jugement exclut toute destruction de « lieux de vie ». Mais le recours auprès du Conseil d'État n'est pas suspensif... Ce mardi 1^{er} mars au matin, l'opération policière a repris. À nouveau des migrants sont montés sur le toit de leurs cabanes. À nouveau ils ont été expulsés violemment par la police. Calais va encore brûler... Valls et Cazeneuve ont décidé de mettre le feu à Calais. Poussant les frontières à se fermer dans toute l'Europe. Pourchassant dans le même temps et selon la même logique les réfugiés demandant l'asile dans les rues de Paris. Valls et Cazeneuve ont décidé de mettre le feu à Calais. Au mépris de ses habitants. Alors que Calais aurait pu prospérer dans une logique d'ouverture et d'échanges. Avec ce gouvernement, la guerre est bel et bien déclarée.
Denis Godard

LOI TRAVAIL

La mèche qui peut faire exploser le PS ?

Les divisions au sein du Parti socialiste et de la majorité sont, depuis le début du quinquennat de Hollande, monnaies courantes. Après la déchéance de nationalité, la loi El Khomri ajoute une nouvelle fracture au sein du PS, au moment même où son premier secrétaire en appelle à la grande alliance en vue de 2017.

Depuis qu'elle avait intégré la motion majoritaire au dernier congrès du PS, Martine Aubry s'était faite discrète face à la politique menée par Hollande et Valls. La loi El Khomri l'a réveillée, publiant avec les « frondeurs » et quelques personnalités une tribune au vitriol dans *Le Monde* contre l'orientation libérale du gouvernement socialiste. Tout y passe, du « marché de dupes » du Pacte de responsabilité au débat « désolant » sur la déchéance de nationalité. Mais c'est évidemment le projet de loi sur le travail qui est visé et qui, selon les signataires, « n'est pas une loi de gauche », même si Aubry reconnaît qu'« il faut faire bouger le Code du travail mais en protégeant les salariés »...

Beaucoup d'Aubry pour rien ?
À première vue, la colère des aubrystes et des « frondeurs » semble importante... comme d'habitude. En effet, nous sommes habitués aux coups d'éclats, surtout médiatiques, des aubrystes et de la « gauche

du Parti socialiste » qui se sont toujours bien vite dégonflés, certains députés « frondeurs » votants même le lendemain les

HARCELEMENT



textes critiqués la veille... Aillons une pensée pour ces aubrystes qui ont même rallié la motion majoritaire lors du dernier congrès du PS en compagnie d'un certain Manuel Valls. Jean- Marc Germain explique leur démarche en indiquant qu'« Il ne s'agit pas d'être contre Hollande, on reconnaît que des choses bien se sont faites ». Mais alors que proposent les signataires de cette tribune affirmant que « Trop c'est trop » ? Pas grand-chose en fait, sauf à répéter qu'« Il faut de vraies réformes, synonymes de progrès économique, social, écologique et démocratique ». Et François Lamy, un proche d'Aubry, d'indiquer que le « gouvernement doit entièrement revoir sa copie »... mais qu'il y a aussi « besoin de flexibilité des salariés » !

« Modernes » contre « archaïques » ?
Cette nouvelle division du PS et l'annonce de la sortie

probable – et négociée – des aubrystes de la direction du parti fragilise fortement le gouvernement, mais aussi le PS, pour 2017. Car c'est évidemment l'orientation de celui-ci qui est en jeu. Pour Valls, la loi El Khomri est la plus importante du quinquennat qui permettra de mettre fin aux « archaïsmes », et au-delà d'avancer dans son projet d'aller vers un parti libéral, tourné en particulier vers les centristes. Cambadélis, le premier secrétaire du PS, est conscient de la crise « de mutation » que connaît actuellement son parti à quelques mois d'un prochain congrès et de la présidentielle, tout en la minimisant comme toujours... Comme à son habitude, il essaye de faire la « synthèse » en ménageant tout le monde : « J'ai besoin de tous les socialistes. Martine Aubry est une grande voix des socialistes et nous en aurons besoin dans la campagne présidentielle comme nous aurons besoin de Manuel Valls ». Histoire de définir une stratégie géniale pour conserver une majorité au sein du parti. Pourtant la crise, profonde, et ne semble pas prête de se calmer. Jusqu'où ira-t-elle ? Affaire à suivre...
Sandra Demarcq

ALGÉRIE

La nouvelle Constitution au service des classes dominantes et du pouvoir

La Constitution adoptée le 7 février dernier par le Parlement accentue le caractère de classe du régime dans une version nettement libérale et pro-impérialiste.

La sacralisation de la propriété privée garantie par l'État et la constitutionnalisation des inégalités sociales et de la pauvreté, à travers la répétition d'expressions comme les «personnes démunies» ou les «catégories défavorisées», consacre juridiquement et politiquement les avancées de la bourgeoisie privée dans son entreprise historique de conquête des principaux appareils d'État.

Un texte de classe et libéral

Cette bourgeoisie est désormais en mesure d'imposer aux travailleurs et aux démunis une «Constitution-charte» qui grave dans le marbre les «dix commandements» de la pensée économiqucapitaliste. L'État ne cherche pas à mettre fin aux conditions sociales qui produisent nantis en haut de l'échelle sociale et «catégories défavorisées» au bas de cette échelle. Il a au contraire pour foncion de reproduire ce processus de polarisation de classes, en promettant seulement aux «démunis» un minimum d'assistance économique et juridique afin qu'ils ne se révoltent pas. Le caractère de classe bourgeois de l'État est assumé ouvertement. Récusant toute «discrimination» entre entreprises nationales ou étrangères, publiques ou privées, le nouveau texte présente le développement comme une question technique, neutre socialement et politiquement. Le pouvoir renonce ainsi à toute stratégie de développement basée sur la construction d'un puissant secteur économique public pourtant seul garant d'un minimum de souveraineté nationale et de justice sociale. L'idée que

le développement des pays dominés implique obligatoirement un affrontement économique et politique avec l'impérialisme est totalement absente. Le texte a d'ailleurs été salué comme une avancée par nombre de dirigeants impérialistes... De classe et libérale, la Constitution amendée se démarque toutefois de l'ultralibéralisme en maintenant le caractère public sur un certain nombre de richesses, de secteurs économiques et d'entreprises publiques. Ces restrictions sauteront très certainement au fur et à mesure que la bourgeoisie consolidera son rapport de forces. Leur maintien dans l'actuelle Constitution a cependant déçu les ultralibéraux dont l'avidité à s'accaparer tout ce qui est public n'a pas de limites. En Algérie, l'infitah n'est pas achevé. Des pans entiers de l'économie et des richesses du pays n'ont pas encore été spoliés...

Une domination qui n'est pas absolue

Le désintérêt populaire manifeste pour la révision constitutionnelle et l'incapacité actuelle des oppositions, toutes tendances confondues, à entraver les desseins du pouvoir expriment un double rapport de forces. Un rapport de forces favorable aux classes dominantes vis-à-vis des travailleurs et des démunis. Et un rapport de forces favorable au pouvoir vis-à-vis des oppositions ultralibérales qui occupent le devant de la scène médiatique. Le choix de passer en force pour faire adopter la nouvelle mouture de la Loi fondamentale illustre néanmoins le fait



Le 7 février dernier, coup de force constitutionnel en Algérie... DR

que la domination des classes dominantes sur les classes dominées n'est pas absolue. Les travailleurs luttent pour défendre leurs intérêts, le secteur économique d'État et les services publics. Des syndicalistes de l'UGTA combattent pied à pied dans le secteur industriel, comme leurs camarades des syndicats autonomes le font dans la fonction publique. Les masses populaires protestent et imposent au pouvoir leurs légitimes revendications (logement, gaz et électricité, eau...). Elles se mobilisent contre le bradage des terres (Aokas...) et font parfois reculer le pouvoir sur des questions environnementales (gaz de schiste d'In Salah).

Construire une alternative crédible

Cette résistance populaire attise les contradictions au sein des classes dominantes. Les fractions compradorees tirent à boulet rouge sur le pouvoir afin qu'il brade à leur profit et à celui de leurs maîtres impérialistes les richesses du pays et qu'il liquide ce qui subsiste d'acquis sociaux. Ces divisions au sein des classes dominantes se répercutent

dans le champ politique par l'affirmation progressive d'une opposition démocratultralibérale qui mène une guerre médiatique doublée d'une guerre de position visant à conquérir des portions de pouvoir au sein du régime. La domination des classes dominantes et celle du pouvoir sont donc incontestables. Mais elles ne sont pas absolues. Cela explique la subsistance du caractère antidémocratique du régime consacré par la Constitution. Dans ces conditions, il n'existe pas d'alternative crédible. Organiser la résistance des travailleurs et des démunis dans tous les secteurs, encourager les luttes démocratiques des femmes, des jeunes, des paysans, des émigrés, et faire converger ces forces sociales autour d'une plateforme démocratique, antilibérale et anti-impérialiste, constituent des tâches urgentes. Les travailleurs, intellectuels, jeunes et femmes qui ont compris que la cause première de la situation présente réside dans le capitalisme doivent pour leur part travailler à la construction d'un parti de classe se fixant pour but historique le dépassement du capitalisme.

D'Alger, Lamine Torki

IRAN Après les élections, les problèmes demeurent

Le 26 février, les Iraniens ont eu à élire les députés siégeant au Parlement islamique, ainsi que les membres de «l'Assemblée des experts» composée de dignitaires religieux. Cet organe est notamment chargé d'élire le futur Guide.

Deux grandes listes se faisaient face dans chacun de ces scrutins : celle de la majorité sortante regroupant des «conservateurs et capitalistes» proche du Guide Khameneï ; celle dite «modérée et réformatrice» liée au président Rohani en place depuis 2013. La candidature de milliers de personnes a été refusée. Un second tour se tiendra en avril pour attribuer les sièges non pourvus. Les premiers résultats indiquent une forte poussée dans les grandes villes en faveur du président Rohani et de sa politique d'«ouverture» : ainsi, à Téhéran, ces listes ont remporté l'ensemble des sièges. Le président «conservateur» sortant de l'Assemblée des experts est battu, alors que l'ancien président de la République Hachemi Rafsandjani, personnage clé du régime, corrompu notoire et soutien de Rohani, sera sans doute le prochain président de cette Assemblée. L'accord sur le nucléaire et la levée des sanctions internationales ont favorisé le succès du camp Rohani. Celui-ci a aussi fait miroiter une amélioration de la situation. Derrière ce mirage ce cache l'accélération de la politique libérale, avec notamment la casse en règle du

Code du travail, l'ouverture totale du marché aux capitaux étrangers, l'accélération des privatisations. Les désillusions seront rapides et la question sociale reprendra le dessus. Les proches du Guide et la direction des Gardiens de la révolution sont hostiles à l'ouverture du marché iranien aux multinationales occidentales. Ils ont bénéficié amplement des privatisations et dirigent des secteurs industriels et commerciaux importants. Ils dirigent également les grandes et richissimes fondations qui ont la mainmise sur des pans entiers de l'économie. Ces fondations ne rendent de compte qu'au Guide et sont exemptées d'impôts.

Harcèlements, arrestations et condamnations

Ces élections sont un arbitrage entre deux segments de la bourgeoisie, entre deux insertions au capitalisme. Quant aux électeurs, ils ont voulu accentuer les tensions et contradictions internes au régime, tout en éliminant autant que possible les secteurs liés aux Gardiens de la révolution et au Guide. Sur les questions sociales, démocratiques, et celles relevant des droits



Après le vote, le dépouillement... du peuple iranien. DR

humains ou de l'égalité entre hommes et femmes, les différentes factions au pouvoir partagent la même politique. Depuis l'accession de Rohani à la présidence de la République en juin 2013, le régime a exécuté plus de 2000 prisonniers. En ce qui concerne le nombre de peines capitales, le pays est au deuxième rang, derrière la Chine et devant l'Arabie Saoudite. La pratique systématique de la torture se poursuit. Les militants ouvriers et des droits démocratiques sont systématiquement harcelés, arrêtés, condamnés à la prison ferme et licenciés. Condamné à la prison pour activité syndicale,

Reza Shahabi avait bénéficié d'une permission sanitaire en raison de la gravité de son état de santé. Deux jours seulement après les élections, les autorités veulent le renvoyer croupir derrière les barreaux... À l'instar de Press TV, le média dédié à la propagande internationale de la mollaharchie, les organes de presse du régime diffusent régulièrement des «aveux» de militants emprisonnés extorqués sous la torture. Le retour de la République islamique à la table des «grands» de ce monde ne change rien à sa nature dictatoriale, théocratique et réactionnaire.

Babak Kia

IRLANDE L'austérité sanctionnée

Avec une chute des voix pour les deux partenaires de la coalition gouvernementale sortante et une progression pour les partis qui dénoncent l'austérité, les résultats des élections sont bien à l'image de la crise sociale et politique qui existe en Irlande comme dans le reste de l'Europe.

Le principal parti du gouvernement, Fine Gael (droite nationaliste) obtient 25% (36% en 2011), mais c'est son partenaire, le Parti travailliste (Labour), un parti historiquement très lié aux syndicats, qui paie le prix le plus fort pour son soutien à cinq années de gestion néolibérale de la crise : 7%, en chute libre par rapport à son score en 2011 (19%). L'autre grand parti nationaliste, Fianna Fail, après une chute vertigineuse en 2011 (de 41% à 17%), remonte à 24%. Quant au Sinn Féin, historiquement l'aile politique de l'IRA et dirigé par Gerry Adams, il a mené une campagne très marquée contre l'austérité, passant de 10% à 14%. Comme dans d'autres pays, on assiste ces dernières années à un affaiblissement des partis traditionnels au profit, entre autres, d'une série de partis indépendants. En Irlande, un des phénomènes les plus intéressants pour les anticapitalistes est l'émergence d'une coalition électorale entre le Anti Austerity Alliance animée par des militants du Socialist Party (CWI) et une autre formation, People Before Profit (le peuple avant le profit), animée par des militants du Socialist Workers Party (IST). En 2011, cette même coalition avait obtenu 2,7% des voix mais grâce au système proportionnel avec vote préférentiel, cela lui a permis d'avoir 5 députés parmi les 158 que compte le Parlement irlandais. Cette fois-ci avec 4% des voix, elle augmente son score mais reste à 5 députés.

Crise politique sur fond de crise économique et sociale

La volatilité de l'électorat est le reflet d'une situation sociale elle-même très volatile. Pendant des années, l'Irlande était présentée comme un exemple du succès du modèle néo-libéral. Mais avec l'éclatement de la bulle en 2008, la chute du «tigre celtique» a été encore plus dure.



Il y a quelques mois, la lutte contre l'impôt sur l'eau. DR

L'Irlande a longtemps été un pays très pauvre qui a vu une émigration de millions de ses habitants. La bonne santé du «tigre» avait fait que certains étaient revenus, et surtout que beaucoup de jeunes de l'Europe de l'Est étaient venus pour travailler. Avec la crise de 2008, beaucoup sont repartis et des Irlandais, surtout des jeunes (400 000 !), ont recommencé à émigrer. La médecine néo-libérale appliquée à une Irlande très fortement endettée a été présentée par la droite comme un remède efficace qui aurait produit une réduction de la dette et une baisse du chômage. Mais le prix payé par la population a été très lourd, avec une forte baisse des salaires, de nouveaux impôts et une explosion de la précarité et des inégalités : 272 000 emplois à plein temps... mais 13 milliardaires de plus qu'en 2007 !

La colère est dans la rue

Face aux attaques, l'élément qui a vraiment marqué les dernières années et qui explique en grande partie le rejet électoral, de gauche, des partis pro-austérité, c'est le développement des résistances dans la rue et la confiance qui en découle. Celles-ci se sont cristallisées autour d'une mobilisation profonde contre un impôt terriblement injuste sur la consommation d'eau. Des manifestations monstres ont eu lieu, non seulement à Dublin (100 000 personnes pour un pays de seulement 4,5 millions d'habitants) mais dans énormément de petites villes à travers tout le pays. Dans les mois à venir, avec un nouveau gouvernement de coalition qui appliquera la même politique d'austérité, il est à espérer que les salariéEs d'Irlande poursuivent le chemin des grèves et des mobilisations pour tracer une perspective bien différente.

Ross Harrold

Être une femme en 2016, c'est devoir faire face aux discriminations et violences de genre. Au travail, c'est être cantonnée aux emplois à temps partiel et/ou peu rémunérés et aux salaires inférieurs à ceux des hommes, y compris à qualification équivalente... Les casses successives du droit du travail et du système des retraites ont des conséquences particulièrement néfastes pour les femmes, dont les pensions de retraites restent très inférieures à celles perçues par les hommes alors qu'elles font valoir leurs droits plus tard. Elles sont aussi particulièrement concernées par les formes d'organisation du travail qui rendent plus difficiles les résistances collectives, même si elles ont pu faire montre de luttes déterminées pour leurs salaires et leurs emplois comme les coiffeuses et manucures du boulevard de Strasbourg à Paris ou les femmes de LATElec en Tunisie.

Ces derniers mois, les femmes se sont levées et organisées contre les violences de genre qu'elles subissent. Et dans le présent dossier, nous avons choisi de relayer ces luttes dont certaines ont permis d'arracher quelques avancées, que ce soit en France, en Europe et dans le monde. Rappelons, cela reste nécessaire, qu'une femme meurt tous les trois jours en France de violences conjugales, qu'au moins 28 % des femmes sont victimes de harcèlement au travail au cours de sa carrière et qu'au niveau mondial les chiffres de l'ONU indiquent qu'une femme sur trois est victime de violences dans sa vie (coups, viol, abus).

Ce 8 mars doit permettre de faire vivre et rendre visible le combat des femmes pour leurs droits et leur dignité dans tous les espaces de la vie : dans la rue, à la maison, au travail. Nous y défendrons notamment le droit au travail et à un salaire digne et égalitaire, alors que la loi Khomri de casse du droit du travail est en cours de discussion.

Dossier réalisé par la Commission nationale intervention féministe

Debout



**pour les droits
des femmes
et l'égalité!**

AUTOUR DU MONDE, CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

L'année 2015 restera pour le mouvement féministe celle des mobilisations massives contre les violences faites aux femmes...

Une étincelle, la goutte de trop, Jacqueline Sauvage en France, les féminicides croissants dans l'État espagnol, l'Argentine, la Turquie, les violences du nouvel an à Cologne ainsi que l'instrumentalisation de celles-ci, ont permis des mobilisations de centaines de milliers de personnes contre la multiplicité des violences subies par les femmes, que la crise capitaliste ne fait qu'accentuer, et dont les discours réactionnaires cherchent à s'en approprier.

Briser le silence face aux violences

La rue, la cours de récréation, le lit, la famille, l'usine, les bulletins de salaire, les métiers spécifiques, la fermeture des centres d'IVG, l'hétéro-normativité, les «tu es trop moche pour...», les «tu le méritais», dévoilent, en même temps que masquent, les différents types de violence auxquelles les femmes font face depuis leur plus jeune âge. D'après la macro-enquête faite par

L'Agence européenne des droits de l'homme en mars 2014, en Europe, plus de 25 millions de femmes ont été victimes de violences sexistes, 13 millions ont souffert de violence physique, 3,7 millions de violence sexuelle, et 9 millions de harcèlement sexuel. Parmi celles-ci, trois quarts connaissent leur agresseur, celui-ci s'avère être leur conjoint ou ex une fois sur trois, et le cycle se clôt tous les 2,5 jours, avec la mort d'une femme sous les coups de ces derniers, dans un silence ahurissant. Le mouvement #NiUnaMenos en Amérique latine est né en plein milieu de l'année passée, dans le but de le briser.

#NiUnaMenos, «pas une de moins», Argentine

L'étincelle: Chiara Paez, une jeune fille enceinte de 14 ans assassinée et dont le corps a été retrouvé à l'entrée de la maison de son copain. L'indignation fit place à l'organisation, et celle-ci aux mobilisations les plus massives des dernières années en Amérique latine. Une mobilisation qui n'est pas sans rappeler celle qui a suivi le viol collectif et la mort de la

jeune étudiante en Inde en 2012, ou le féminicide de Özgencan en Turquie en mars 2015. Ainsi, le slogan «*Pas une de moins*» s'est rapidement propagé, passant des réseaux sociaux aux journaux, aux écoles, aux universités, aux hôpitaux, aux usines, et convergea dans les rues de plus de 80 villes du pays, réussissant à mobiliser près de 500 000 personnes à Plaza Congreso contre le féminicide et l'ensemble des violences commises envers les femmes. Le phénomène #NiUnaMenos a précisément permis de prendre en compte l'ensemble des violences et de joindre à ses revendications la lutte pour l'avortement, pour un salaire égal, contre le harcèlement, contre la lesbophobie et la transphobie. Le cri initié en Argentine s'étendra très rapidement dans toute l'Amérique latine, arrivant même dans l'État espagnol.

#7N «Nous ne sommes pas au complet, il manque les mortes», État espagnol

L'initiative est née au début de 2014, de la Coordination féministe de Valence, au vu de l'augmentation

des violences envers les femmes depuis 2010. Celle-ci a regroupé 400 organisations féministes dans une des plus grandes manifestations de la décennie, comparée par son ampleur à celles du 15M. Après les manifestations pour le droit à l'avortement, le #7N a rassemblé 500 000 personnes à Madrid sous le slogan «*la lutte contre la violence envers les femmes: une question d'État*», et l'écho s'est fait sentir jusqu'à Paris, Londres, Montevideo, etc., où se sont tenues des manifestations de solidarité. Et pour cause: rien que l'année passée dans l'État espagnol, plus de 100 féminicides ont été commis, 18 déjà en 2016, dans un pays où par ailleurs la crise ne fait que les exacerber.

Jacqueline Sauvage ou la parodie de justice

En France, c'est l'affaire Jacqueline Sauvage qui a entraîné non seulement une forte vague de mobilisations mais surtout une victoire, même partielle, face à une justice toujours éloignée

des intérêts des femmes. Accusée d'avoir tué son mari – violent, violeur, incestueux – après 47 ans de vie commune passées à survivre sous ses coups, la justice refusait de prendre en considération la légitime défense. En raison de la mobilisation qui prenait de plus en plus d'ampleur médiatique autour de cet parodie de justice qui acquittait les policiers coupables de crime mais refusait de reconnaître la légitime défense des femmes qui subissent les violences conjugales, Hollande a décidé de «gracier» Jacqueline Sauvage d'une partie de sa peine. Cela dit, pour lui, il ne s'agit pas pour autant de reconnaître le droit à la légitime défense pour les femmes qui subissent des violences, ou de chercher à répondre à la situation vécue par des millions de femmes et dont la politique du PS est en première ligne responsable.

Cologne, violences et instrumentalisation.

Dans la ville de Cologne, en Allemagne, le soir du réveillon, près de

500 femmes ont été agressées sur la place de la gare centrale où la foule a l'habitude de se rassembler pour fêter la nouvelle année. Ces agressions ont été depuis relayées dans la presse comme ayant été le fait de personnes «en provenance d'Afrique du Nord ou arabes». Il n'en fallait pas plus pour déclencher une vague de xénophobie à l'encontre des migrantEs ayant trouvé refuge dans la ville depuis quelques mois. Un mois et demi plus tard, il s'est avéré que sur la presque soixantaine d'interpellations ne figuraient que deux réfugiés. Loin du «choc des civilisations», cet événement montre bien que la violence envers les femmes ne connaît pas de nationalité, et que toute instrumentalisation de cette question au profit d'un discours anti-réfugiés est à condamner. Pour lutter à la fois contre les violences faites aux femmes et leur instrumentalisation, la réponse demeure celle d'une politique profondément antisexistes et antiraciste.

Tania

COMBATTANTES KURDES: HÉRITAGE DE DÉCENNIES DE RÉSISTANCE DES FEMMES

Depuis près de 40 ans que le peuple kurde subit une violente répression, les femmes ont pris toute leur place dans la résistance...

Elles ont manifesté en tant que mères, femmes ou filles de disparus mais elles ont aussi pris leur part à l'organisation matérielle et aux combats. Le PKK a depuis longtemps des unités de femmes qui se sont formées aussi bien dans la guérilla que dans le mouvement légal en Turquie. Elles ont élaboré leur propre système théorique appelé jinéoloji, proche de nos conceptions féministes, mais qui se veut plus large et vise à la réappropriation globale de leur vies et de leur histoire par les femmes. Dans le système de confédéralisme démocratique, des assemblées non mixtes se tiennent en parallèle des

assemblées locales et sont représentées au Congrès des femmes libres, instance qui participe au Congrès des peuples libres, l'Assemblée fédérale du Kurdistan turc. Les assemblées mixtes ne peuvent être considérées comme décisionnelles si le quota de 40% de femmes n'est pas atteint. Le mouvement kurde s'est doté d'un système de coprésidence mixte à tous les échelons.

Une véritable révolution sociale et culturelle

Dans les cantons libérés du Rojava (Kurdistan syrien), le confédéralisme démocratique trouve sa forme la plus avancée. Il existe des maisons des femmes dans chaque village et

les violences de genre sont jugées par des assemblées de femmes. Dans cette région, le mouvement d'émancipation des femmes a été bien plus rapide qu'il ne l'a jamais été sous les régimes réactionnaires soutenus par les puissances impérialistes occidentales. Il s'agit bien d'une véritable révolution sociale et culturelle contre l'ordre existant, en particulier l'ordre patriarcal. Au Rojava, avec le retrait des troupes d'Assad, ce sont les forces kurdes qui assument la lutte contre Daesh. Des unités de protection mixtes et non mixtes (YPG/YPJ) mènent la résistance dont Kobané a été l'un des symboles. 35% des combattantEs sont des femmes, et plusieurs

centaines de bataillons féminins mènent leurs opérations de manière indépendante. Elles jouent un rôle clef dans les combats contre Daesh. La place occupée par les femmes kurdes dans le combat contre la répression du gouvernement turc aussi bien que contre le régime de Bachar el-Assad ou contre Daesh est l'héritage de décennies de résistance. En tant que féministes et internationalistes, nous condamnons le soutien de Hollande au gouvernement turc, nous demandons le retrait du PKK de liste des organisations terroristes, et nous exprimons notre solidarité avec les forces kurdes, en particulier avec leurs composantes féminines. **Clémence et Elsa**



Des combattantes kurdes à Kobané. DR

DE NOUVELLES MODALITÉS DE MOBILISATIONS FÉMINISTES

Blogs, webzines, réseaux sociaux... Malgré l'atonie du mouvement féministe traditionnel et la difficulté à reconstruire des organisations à la base, la dynamique féministe d'une nouvelle génération est indéniable. Les nouveaux outils se révèlent particulièrement adaptés. Pourquoi ?

Des thématiques traditionnelles

Le premier élément à constater est sans doute le retour en force de thématiques traditionnelles : lutte contre les violences, contre les discriminations, droit à disposer de son corps... À contre-pied des thématiques qui ont déchiré le mouvement autonome des femmes ces dix dernières années, les mobilisations web se recentrent sur des sujets consensuels et incontournables, ce qui explique sans doute aussi leur force et leur attractivité. Des conditions nécessaires pour une mobilisation de masse.

Des médias très adaptés

Si les mobilisations féministes «prennent» si bien sur le web, c'est qu'elles permettent de répondre à des difficultés bien connues qui limitent l'investissement des femmes, dans le féminisme mais aussi ailleurs : le temps, l'espace, et l'isolement. Le temps : les journées des femmes sont plus chargées mais aussi plus fragmentées que celles des hommes. Pour peu qu'elles soient chargées de famille, il peut être difficile de trouver un moment. Alors, le métro, les pauses café, les horaires de bureau, la nuit après le coucher... deviennent les interstices où les femmes peuvent

s'investir, même brièvement, dans un sujet qui leur tient à cœur. L'espace : on le sait, l'espace public est hostile aux femmes. Pour

relier des femmes du monde entier, permettant des ponts entre mobilisations sur les mêmes thèmes d'un État à l'autre, du pays entier,

Ce qui nous amène à notre dernier point : l'isolement. Les femmes qui se retrouvent sur le web expriment très fortement un besoin de solidarité,

Facebook de partage et d'entraide face au sexisme comptent ainsi plusieurs milliers de membres. Ces groupes deviennent alors des espaces de formation accélérée de toute une nouvelle génération féministe.

Quels débouchés ?

La grande question reste la finalité de ces mobilisations. On peut en avancer de trois types. La formation et le renforcement collectif : ces espaces et ces temps de mobilisation, quels que soient leurs degrés de concrétisation et d'effets sur le réel, ont un intérêt indiscutable, celui de permettre aux femmes de prendre conscience individuellement et collectivement de la réalité de leur oppression commune, et de sa persistance malgré les avancées légales des féminismes de première et deuxième vague. Ce phénomène se retrouve dans de nombreux autres pays occidentaux d'ailleurs : l'indignation des nouvelles générations étant à la hauteur du mythe de l'égalité formelle qui nous a été vendu. C'est sans doute pourquoi les mobilisations se centrent pour beaucoup sur les violences endémiques qu'aucune loi n'a permis d'endiguer.

Des victoires réelles : de la campagne contre le harcèlement sexuel dans les transports en passant par l'abrogation de la «taxe tampon», jusqu'à la libération prochaine de Jacqueline Sauvage, les mobilisations web, soutenues par quelques actions de rue, débouchent sur des victoires. C'est enthousiasmant en soi, et cela contribue aussi à nourrir le phénomène. A contrario du reflux du mouvement social, ce «milieu» qui se constitue de façon réticulaire est en ébullition constante. La reconstruction d'un mouvement organisé : si on en est encore loin, un des objectifs doit être de pouvoir reconstruire un mouvement autonome des femmes de masse et organisé. On assiste à de nombreuses initiatives de jeunes militantes (créations d'associations, de collectifs, de journaux...) qui vont dans ce sens, mais celles-ci restent pour l'instant assez minoritaires. Même si certaines organisations, aux motivations diverses, se font le relais et le porte-voix des mobilisations nées sur le web, elles ne parviennent pas pour l'heure à organiser massivement cette colère. C'est pourtant certainement un des plus grands enjeux militants de la période. **Chloé Moindreau**



D'Internet à la rue, le mouvement pour la libération de Jacqueline Sauvage. DR

beaucoup descendre dans la rue pour des manifs n'a rien d'une évidence. Mais l'espace, c'est aussi au sens plus large, les contraintes géographiques : le web permet de

de donner des tâches possibles à celles qui ne sont pas dans des grandes villes, qui n'ont pas d'organisations féministes dans leur entourage.

de partage, d'identification de leurs vécus individuels à un vécu collectif. Le web joue alors un rôle proche de celui des «groupes de conscience» des années 1970. Certains groupes

LES ANTIFÉMINISTES CONTRE-ATTAQUENT

En même temps qu'émerge une nouvelle génération féministe, nous lui découvrons ses nouveaux détracteurs...

De la droite extrême à des franges dites plus modérées, ceux-ci cherchent à ridiculiser, combattre, voire anéantir, toutes les avancées conquises par les femmes, et vécues par eux comme un camouflet et une atteinte à la supériorité masculine.

Une pensée d'extrême droite réactualisée

De ce côté-ci de l'échiquier politique, rien de surprenant. Du sexisme ordinaire aux envolées les plus virulentes, on a tout vu, tout entendu pour la défense de la famille et de la femme française, le tout teinté d'un pétainisme toujours sous-jacent. Le lobbying de La Manif pour tous a gagné les Républicains,

désormais obligés de tenir compte de cette partie de son électorat dans la rédaction du programme présidentiel (retour sur le mariage homo, refus de l'adoption, etc.). On apprécie chez LR la répartition genrée des tâches, et on l'assume : rappelez-vous du grandiose lancement de campagne de Valérie Pécresse aux régionales, «*Rien de tel qu'une femme pour faire le ménage !*». Le pire est que cela puisse influencer y compris le PS, avec la récente création d'un ministère de la Famille, de l'Enfance et des Droits des femmes, ce qui en dit long sur la vision rétrograde de la place des femmes. Au-delà des discours, les mesures du Front national seraient un grave recul si elles étaient mises en place :

l'arrêt des subventions au Planning familial prôné par Marine Le Pen aux régionales, par exemple, ou le retrait des femmes du marché du travail sous couvert de mise en place du salaire maternel. Les récents événements de Cologne ont montré comment ces partis étaient prêts sous couvert d'un féminisme qu'ils n'ont jamais porté à justifier leur discours raciste et anti-immigrés.

Haro sur les féministes !

Être antiféministe, pour le retour à la «complémentarité» des sexes, c'est un peu en ce moment le summum de la branchitude... En témoignent quelques affaires récentes. Le chanteur Orelsan d'abord, poursuivi pour 9 de ses chansons dont

le célèbre «*Ferme ta gueule ou tu vas te faire marie-trintigner*» ou «*Renseigne-toi sur les pansements et les poussettes, j'peux t'faire un enfant et t'casser le nez sur un coup de tête*». Il a finalement été relaxé en appel pour diffamation, injures et provocation à la haine ou à la violence en raison du sexe, la cour d'appel ayant jugé qu'«*il serait attentatoire à la liberté de création que de vouloir interdire ces formes d'expressions*», qu'elles reflétaient le «*malaise d'une génération sans repère, notamment dans les relations hommes-femmes*»... S'assumer sexiste et violent, ce serait donc être le reflet d'une époque... En plus trash, on a Daryush Valizadeh (alias Roosh V) qui anime le blog «*le Retour des rois*» (tout un

programme en soi!) où il développe toute une rhétorique néomasculiniste. Il a tenté d'organiser un peu partout dans le monde des rassemblements le 6 février dernier pour défendre sa philosophie, qui cherche notamment à renvoyer les femmes à leurs caractères «naturels» que sont la beauté, la fertilité, ainsi qu'à leur espace, la sphère privée. Dans l'un de ses billets, il expliquait en février 2015 que, pour stopper le viol, il suffisait de le légaliser dans la sphère privée. Bah oui, c'est aussi simple que ça, et ainsi «*une jeune fille protégera son corps de la même manière qu'elle protège son sac et son smartphone*» (sic!) Dans la même veine, le youtubeur Julien Blanc en Australie ou

Rémi Gaillard en France ont fait parlé d'eux en réalisant des vidéos supposées drôles où ils miment des agressions sexuelles sur des femmes dans la rue ou à la plage. Et bien sûr dans les deux cas, ce sont les féministes qui voient le mal partout et manquent d'humour... Il ne s'agit pas seulement d'anecdotes ou de simples individus un peu fêlés, mais d'un phénomène peu profond, d'un soubresaut d'une partie de la société, dont ses franges les plus conservatrices ont du mal à accepter la nouvelle place occupée par les femmes dans la société et cherchent par tous les moyens à nous renvoyer à nos marmots et à nos casseroles. **Hélène Pierre**

AIR FRANCE

La croissance low-cost...

En septembre dernier, la direction d’Air France menaçait les salariéEs de 3 000 licenciements. Après une première mobilisation, et une chemise arrachée, elle faisait en partie marche arrière et promettait un plan de croissance pour la compagnie. Depuis, les très bons résultats 2015 sont sortis...

Grâce à la baisse du coût du carburant mais surtout aux efforts imposés depuis 3 ans aux personnels, le groupe Air France-KLM présente cette année des résultats en très forte augmentation : le résultat d’exploitation s’élève ainsi à 816 millions d’euros, et sur l’année 2015, le groupe a pu investir 1,54 milliard d’euros, tout en réduisant sa dette de 1,1 milliard d’euros. Mais ces bons résultats n’empêchent pas M. Alexandre Begoigne de Juniac, PDG du groupe Air France-KLM... de promettre de nouveaux efforts pour les salariéEs. Ainsi, 1600 suppressions de postes supplémentaires sont annoncées pour 2016, certes sous forme de départs volontaires et pas de licenciements. Ces départs peuvent être une aubaine pour certains salariéEs en fin de carrière, qui vont de fait profiter d’une préretraite payée par la collectivité. Mais pour celles et ceux qui restent, cela veut dire une augmentation de la charge de travail ! Quant au plan de croissance promis, il ne se fera que dans les filiales low-cost : développement de Transavia (filiale low-cost d’Air France-KLM), création d’une filiale à bas coût pour la maintenance...



Pour la direction, réduire les coûts sans compensation

La direction d’Air France a encore devant elle plusieurs chantiers qui pourraient s’avérer socialement dangereux pour elle. Des négociations avec les pilotes, puis avec les hôtesses et stewards, doivent s’engager. Les pilotes viennent de perdre un procès sur l’application du dernier plan antisocial. Cela risque de muscler les négociations vis-à-vis d’une direction qui n’a qu’une seule attente : réduire toujours les coûts sans proposer une seule compensation aux salariéEs. En parallèle une intersyndicale réunissant toutes les catégories de personnel continue de faire des propositions alternatives aux plans de la direction. À cela s’ajoute, dans l’aérien comme ailleurs, une forte grogne contre la loi du travail.

Autant d’éléments qui peuvent nous faire espérer une mobilisation d’ampleur à Air France. Mais pour le moment rien n’est encore fait, et notre responsabilité est de continuer à militer au quotidien pour rassembler les salariéEs du secteur.

Correspondant

Autant démagogue qu’hypocrite, il a de suite annoncé quelques mesurètes afin de faire taire la légitime colère des professionnels de justice. C’était ignorer la détermination des personnels du tribunal de Bobigny en Seine-Saint-Denis !

Sans moyens

Le 15 février dernier, les magistrats, avocats et fonctionnaires de justice ont pris une initiative exceptionnelle : ils ont lancé lors d’un arrêt de travail un appel commun au gouvernement afin que ce dernier « ne laisse pas couler le deuxième tribunal de France ». Et ils menacent d’engager sa responsabilité si rien n’est fait.

Le manque récurrent de personnels et de moyens pèse lourdement sur leurs conditions de travail et en conséquence sur l’accès au droit des justiciables les plus fragilisés. Ils refusent donc tout à la fois le double mépris de l’État envers les plus pauvres et envers leur travail. En effet, au tribunal de Bobigny, il manquait au 1^{er} janvier 30 postes de magistrats et 75 de fonctionnaires de justice. Les « outils » de travail font cruellement défaut, et les greffiers achètent sur leurs salaires une partie du matériel de bureau nécessaire à la réalisation de leurs tâches...

Très lente pour les pauvres...

À Bobigny (93) ou à Créteil (94), 70 % de la population peut accéder à l’aide juridictionnelle du fait de la faiblesse de ses revenus. Ces habitants pauvres sont donc les principales victimes des carences de cette justice, toutes juridictions confondues. Ils viennent souvent pour faire

valoir leurs droits : paiement de pensions alimentaires, contestation d’expulsion, audiences après les licenciements... Ainsi celles-ci interviennent parfois 20 mois après le licenciement, alors que le Code du travail exige un délai d’un mois maximum ! Beaucoup de justiciables renoncent devant des délais si longs et des procédures si compliquées. Les enfants sont particulièrement pénalisés : en Seine-Saint-Denis, 400 mesures éducatives sont en

rendez-vous chez un juge aux affaires familiales pour un divorce ou une pension alimentaire. Ces attentes nourrissent bien évidemment les contentieux et l’aggravation des tensions, voire des violences familiales. Et c’est le cas également pour tous les défauts de paiement : dette de cantine, de loyers, de factures d’électricité, d’impayés de crédits. Et évidemment ces petites dettes coûtent très chères lorsqu’elles ne sont pas pris en compte suffisamment tôt. Or, au tribunal de Nanterre par exemple,

conduit un justiciable devant le tribunal. Et elle fonctionne au tarif : telle peine, telle sanction... Peu importe alors le contexte de l’affaire et la situation de la personne. La grande majorité des faits de délinquance sont des délits mineurs (vol à l’arraché, possession de drogue, dégradations contre les biens, outrage à agent de la force publique...), et c’est la comparution immédiate qui est alors généralement proposée à l’auteur des faits. Dans ce cas, la défense en urgence est un leurre, et les condamnations sont en général plus lourdes. Et lorsqu’il y a peine de prison, il y a souvent mandat de dépôt.

L’État délinquant au service du capital

L’État ne s’applique même pas à lui-même les règles qu’il s’est données ! Les magistrats estiment qu’une partie des jugements qu’ils rendent sont entachés d’illégalité parce qu’entre les faits et le jugement, il s’est écoulé trop de temps, les délais légaux étant dépassés... Ainsi, l’État a-t-il été condamné en 2011 à verser 400 000 euros de dommages et intérêts à 71 plaignants pour déni de justice. La Commission européenne pour la justice, chargée d’observer le fonctionnement de cette institution, a classé la France 37^e sur les 43 pays examinés...

Sur le fond, cette justice de classe est libérale pour les patrons voyous et les délinquants qui fraudent le fisc. En revanche, elle criminalise une partie de la population

par le focus permanent qui est mis sur la petite délinquance, grâce à une inflation de lois de plus en plus répressives. Ainsi celle qui vient d’être votée sur la fraude dans les transports en commun, fraude qui pourra être punie de 6 mois de prison et de 7 500 euros d’amende, mais également par la remise en cause des droits acquis par les luttes, comme le code du travail. Puis donc par le traitement discriminant qui est fait ensuite dans les tribunaux...

Roseline Vachetta

MANQUE DE MOYENS DANS LA JUSTICE

TAPIE PROPOSE DE NOUS RACHETER 1 EURO SYMBOLIQUE !!!



CHARMAG

attente, et il faut parfois plus de 6 mois pour qu’un mineur signalé en danger rencontre un éducateur... S’il y a sanctions pour actes de délinquance, celles-ci peuvent arriver 3 années après les faits. Dans ce même département, 10 000 familles attendent un

8 200 affaires sont en attente. Une situation qui est sensiblement la même à Lyon ou Marseille.

... mais aussi très expéditive !

Pour des actes de délinquance, enfin reçu par un juge, les choses vont alors très vite : l’affaire est réglée entre 5 et 10 minutes. Difficile dans ces conditions, pour des avocats souvent commis d’office et surchargés, de jouer pleinement leur rôle, et impossible pour les plaignants de prendre la parole. Cette justice expéditive ne peut examiner tous les aspects qui ont

PRISONNIER-E-S BASQUES

Lorentxa Guimon enfin libérée !

Le résultat du délibéré est tombé jeudi 25 février. Lorentxa, prisonnière basque gravement malade, sort enfin de prison...

Elle pourra retrouver sa famille, ses ami-e-s et être soignée dans de bonnes conditions. Mais son état de santé est critique. Elle a dû être hospitalisée par trois fois ces dernières semaines. Sa libération n’a que trop tardé et c’est bien le gouvernement français qui en porte la responsabilité.

Acharnement du pouvoir politique

C’est en mars 2015 que Lorentxa a demandé un aménagement

de peine. L’audience a eu lieu en novembre. Les juges lui ont accordé la libération conditionnelle. Mais le procureur, représentant le ministère de la Justice, a immédiatement fait appel. Lorentxa Guimon est restée emprisonnée, ce qui a empêché sa prise en charge médicale satisfaisante face à l’aggravation de la maladie. Il faut dénoncer l’acharnement politique du gouvernement français qui refuse d’entrer dans le processus de paix, et s’enferme dans une répression intolérable s’appuyant sur des juridictions d’exception, au mépris des principes humanitaires les plus élémentaires.

Une forte mobilisation

De nombreux rassemblements ont eu lieu, exigeant la libération

de Lorentxa : dans les villes et villages du Pays basque, et jusqu’à Rennes, lieu de son incarcération, avec le soutien d’un collectif breton. Les trois jours précédant le délibéré, le collectif Bagoaz a installé un campement devant la mairie d’Anglet (où habite sa famille). Les prisonnières basques dans les prisons, ont mené de multiples actions en soutien à Lorentxa : affichages, refus de plateau, de promenade... Cela sans parler de l’ensemble des actions et manifestations, comme celles du 9 janvier dernier, 10 000 personnes à Bayonne et 70 000 à Bilbao, pour la résolution du conflit et les droits des preso, qui sans nul doute ont joué.

La lutte continue

Dans un contexte de blocage total où les États espagnol

et français se refusent au moindre geste, la libération de Lorentxa Guimon est sans contexte une victoire politique qui doit maintenant entraîner d’autres. Cette victoire ne peut que renforcer la détermination de toutes celles et ceux qui se battent pour le respect des droits des preso. La bataille continue pour la libération d’Ibon Fernandez Iradi, atteint de sclérose en plaques et incarcéré à Lanmezan ; pour celles et ceux auxquels on refuse la libération conditionnelle à laquelle ils ont droit. Au-delà, le combat continuera pour la libération de toutes et tous, pour le retour de toutes et tous les exiléEs, pour l’amnistie dans le cadre de la résolution intégrale du conflit.

Claude Larrieu

PSA

« Out of the race »,

Comme les autres grandes entreprises françaises du secteur automobile, PSA affiche des résultats financiers florissants pour 2015. Avec un bénéfice de 1,2 milliard d’euros, la « marge opérationnelle » atteint 5 % du chiffre d’affaires...

Anoter que le profit atteint des résultats inégalés dans tout le secteur automobile en France, avec des marges de 5 % pour Renault, 7,7 % pour Valéo et 4,4 % pour Faurecia. Le résultat est d’autant plus spectaculaire pour PSA qui était en déficit il y a trois ans. Selon le slogan de son PDG, ex numéro 2 du Renault de Carlos Ghosn, PSA est « back in the race », de retour dans la course... aux profits !

Au total, on est passé entre 2013 et 2015 de 860 000 voitures produites en France par 91 000 salariés à 1 000 000 de voitures produites par 79 000 salariés. On produit plus avec moins de salariés ! Et le coût de production d’une voiture a baissé en moyenne de 1000 euros. La fermeture de l’usine d’Aulnay en 2014 a été la pointe avancée d’une offensive qui concerne les salariés de tout le groupe. Même si on a assisté en 2015 à une augmentation des ventes de voitures en Europe, les

SNCF

Décret-socle, loi El Khomri : vers un tous ensemble ?

Alors que les organisations de jeunesse et maintenant la CGT appellent à se mobiliser le 9 mars contre la loi Travail, les cheminotEs sont appelés à la grève par les quatre organisations syndicales représentatives de la SNCF.



Le 29 janvier 2015, les cheminotEs manifestaient à Paris contre la réforme de la SNCF. PHOTOHÈQUE ROUGE / JMB

La mobilisation s'annonce très forte après l'annonce du «décret-socle», censé remplacer leur réglementation du travail au 1^{er} juillet 2016 si aucune convention collective n'est négociée d'ici là.

La conséquence d'une loi libérale

La loi du 4 août 2014 «portant sur réforme ferroviaire», se proposait en effet de restructurer le système ferroviaire français en profondeur, pour le rendre plus compatible avec le processus de libéralisation du rail mené à l'échelle européenne. Le premier axe de la réforme, effectif depuis le 1^{er} juillet 2015, est la séparation de la SNCF en trois EPIC (SNCF, qui prend en charge le pilotage global du groupe, SNCF Réseau, qui gère, exploite et développe le réseau ferré français, SNCF Mobilités, pour le transport de voyageurs et de marchandises) dans le but d'assurer la neutralité du gestionnaire d'exploitation ferroviaire (SNCF Réseau) vis-à-vis des autres entreprises ferroviaires. Le second axe consiste en «l'harmonisation» des conditions de travail des cheminots du public et du privé... En fait, la suppression de la réglementation du travail SNCF et son remplacement par un «décret-socle» et par une convention collective censée couvrir tous le secteur ferroviaire.

Une attaque sans précédent sur les conditions de travail

Comme l'annonçaient la CGT et Sud Rail en juin 2014, c'est en fait l'occasion d'imposer un «choc de productivité» sans précédent... Plutôt que d'aligner les conditions de travail des 5000 cheminotEs du privé sur celles des 150 000 cheminotEs du public, le projet de décret-socle présenté par le gouvernement le 18 février impose l'augmentation du temps de travail, la suppression de repos dont ceux accordés au titre de l'accord 35h actuellement en vigueur à la SNCF, l'augmentation des amplitudes horaires. Il met aussi en place une flexibilité accrue, en permettant de faire travailler les cheminots (y compris les conducteurs) jusqu'à six jours d'affilée suivi d'un seul repos (contre deux actuellement), de modifier les heures de travail jusqu'à une heure à l'avance, et en supprimant l'obligation faite à l'employeur d'accorder au moins 12 week-ends par an et 52 repos doubles.

À travers ce décret, le gouvernement veut mettre le patronat du rail dans une position de force et celui-ci ne s'y trompe pas. Les négociations engagées depuis plusieurs mois sur une convention collective sont de fait stoppées puisque l'UTP (le syndicat patronal du rail) n'a plus de mandat pour négocier sur la partie «conditions de travail» de

la convention collective. Le but est simple : laisser s'appliquer le décret «socle» ou soumettre au dernier moment à signature une proposition de convention collective au rabais sous la menace de l'application du décret...

Une convergence possible et souhaitable

Les cheminotEs n'ont donc aucun intérêt à s'inscrire dans le calendrier social prévue par la loi de 2014... Les attaques sur le Code du travail vont les impacter directement et les logiques de la loi Travail et du décret-socle sont les mêmes. Une convergence est donc non seulement possible, mais naturelle est souhaitable. Fragilisé, allumant les feux dans plusieurs secteurs, le gouvernement se met dans la même position que celle du gouvernement Juppé. À nous, cheminotEs, traminotEs, jeunes, salariéEs du privé et du public, d'en tirer parti!

Romain Soria

FINANCES PUBLIQUES

Vierzon, une lutte exemplaire

Pendant un mois, les agentEs des finances publiques de Vierzon (18) ont été en grève reconductible sur la question des emplois. Leur détermination a été payante puisque la direction générale a cancé sur une grande partie de leurs revendications.

Dans ce secteur, les suppressions d'emplois sont depuis une dizaine d'années incessantes et mettent à mal les missions. Ainsi, en quelques mois, le centre de Vierzon a perdu une dizaine d'emploi, sans aucun remplacement. Face à cette situation, les agentEs ont pris leurs affaires en main et ont décidé de se réunir pour chiffrer eux-mêmes leurs besoins pour exercer leurs missions et garder un service public de proximité digne de ce nom. Pendant plus d'un mois, ils ont porté la revendication de création de 6 emplois. Dès le 19 janvier, le taux de grève dépassant les 70%, le centre a dû fermer ses portes. Les agentEs se sont réunis quotidiennement en assemblée générale pour donner mandat aux représentants syndicaux (Solidaires, CGT et FO) et aux délégués de chaque service. Grâce à ce collectif, à



Pour sauver les Finances publiques de l'agonie... DR

cette unité, la grève a pu tenir avec le soutien des élus locaux, en particulier du député-maire PCF, et celui des collègues de tout le territoire.

La peur de l'extension ?

La direction locale faisant la sourde oreille, les agentEs de Vierzon ont arraché deux audiences à la direction générale et une auprès du ministre des Finances qui a donné mandat à la direction générale d'ouvrir les négociations, craignant sans aucun doute une extension du mouvement.

Le mercredi 24 février, après avoir obtenu la création d'emplois, l'assemblée générale a décidé de suspendre le mouvement après une mois de grève. Car même si cela ne correspond pas à 100% aux revendications des agentEs, ce qui a été acté permet tout de même de respirer. Quoi qu'il en soit, la grève de Vierzon a été une lutte exemplaire, tant par son unité que par sa détermination. Elle prouve qu'aux finances publiques aussi, quand on ne lâche rien, on peut gagner!

Joséphine Simphon

sortir de la course aux profits!

évolutions des ventes d'automobile comptent pour peu dans ce retour au profit. Ce qui est déterminant pour l'expliquer? Le blocage des salaires, la baisse des effectifs, l'intensité du travail, une flexibilité accrue et les pressions sur les sous traitants. C'est la précarisation du travail avec les intérimaires premiers éjectés. C'est la pratique de l'overtime, où l'heure de sortie du travail peut être retardée sans préavis en cas de panne des machines. L'externalisation des tâches concerne toutes les activités, du nettoyage à aujourd'hui la vente de l'activité informatique à la société Cap Gemini, où salariés et ordinateurs sont vendus dans le même «deal»... Toujours l'obsession du «cash» qui, dans ce cas, a entraîné une

riposte inter sites des 200 informaticiens concernés. Lors des mouvements d'informaticiens de la mi-février, un pancarte fut déployée: «Out of the race». Oui, il faut sortir de cette course aux profits!

Effets d'annonce

À l'annonce du bénéfice, la direction de PSA a annoncé une prime d'intéressement de 2000 euros en moyenne. Annonce embrouille, toutes retenues déduites, cela fait un minimum de 1665 euros pour les ouvriers contre un maximum de 3500 euros aux cadres. Et les trompettes de la direction oublient de signaler que l'année dernière, en plein déficit, la prime d'intéressement versée avait été de 1000 euros. Bref, cela ne compense pas les

pertes de pouvoir d'achat entraînées par le blocage des salaires depuis 3 ans qui de fait continue. Selon les dernières propositions de la direction, les augmentations générales de salaires pour 2016 seraient de 0,2% pour les ouvriers, 8 euros de plus sur la feuille de paie. Une véritable provocation entraînant un premier appel à débrayage le 1^{er} mars. Les profits d'aujourd'hui de PSA ne sont ni les investissements de demain ni les emplois d'après-demain. Si investissements il y a, ils seront d'abord affectés pour les nouvelles usines prévues en Europe centrale et au Maroc. Le retour au profit de PSA ne saurait non plus faire oublier qu'il se fonde sur sa spécialisation dans le domaine des moteurs Diesel, moteurs aux risques de

plus en plus avérés. Voilà la course de la direction de PSA pour le «tout-automobile»: elle aboutit certes à des résultats effectifs pour le profit, mais à l'encontre des intérêts des salariés de l'automobile et de la majorité de la population empoisonnée par la pollution. Là où se trouve une des principales usines PSA, le trio Valls-Macron-El Khomri s'est rendu mardi 23 février à Mulhouse. Parmi les manifestants contre cette démonstration de com, un ancien secrétaire du syndicat CGT PSA aujourd'hui retraité, Joël Moreau. Celui-ci a été mis en garde à vue toute une nuit, jugé vendredi 26 février, et condamné à 750 euros d'amendes, cela pour quelques mots, qualifiés d'injures, prononcés sur la voie publique!

Jean-Claude Vessillier

PSA REDISTRBUE LES MIETTES



CHARMAG

ÉTAT D'URGENCE

Dénoncer les dérives policières

L'état d'urgence voté après les attentats de Paris en novembre est prolongé jusqu'au 26 mai en raison d'une menace terroriste «plus élevée que jamais», selon le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve...



La meilleure réponse... DR

Selon le rapport d'Amnesty International du 24 février, le bilan de ce dispositif qualifié de «liberticide» est plus que limité et à surtout donne lieu à des «dérives». Le recours aux mesures de police administrative autorisant les 3397 perquisitions opérées n'a débouché sur l'ouverture de seulement cinq procédures par le parquet antiterroriste de Paris. Plus grave, sur les 274 assignations à résidence, moins de 100 devaient être renouvelées. En effet, celles-ci sont devenues, de facto, caduques vendredi 26 février, à minuit, et leur nombre réduit à moins de 100. Avant même cette date, le ministère de l'Intérieur a déjà abrogé de son propre chef 59 assignations. Cela est au cœur de la décision de la Ligue des droits de l'homme (LDH) et de la FIDH de se joindre à des plaintes déposées contre le ministre de l'Intérieur et son délégué, l'ex-directeur des libertés publiques, Thomas Andrieu... aujourd'hui directeur de cabinet du garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas, pour «atteinte à la liberté individuelle» et «abstention volontaire de mettre fin à une privation illégale de liberté, ainsi que pour des faits de discrimination».

Assignations au faciès

La plainte initiale est portée par cinq personnes qui ont vu leur assignation abrogée par les autorités sans qu'aucun élément nouveau ne soit apparu à leur dossier. La preuve, selon leur avocat M^e Arié Alimi, que «le ministère et son délégué savaient que les motifs étaient totalement flous et peut-être même faux». Il considère que les autorités ont donc «arbitrairement maintenu des assignations». Les plaintes mettent également en évidence le fait que les abrogations sont toutes intervenues «quelques jours avant ou la veille de l'audience devant le tribunal administratif ou le Conseil d'État», souligne M^e Alimi. Pour Michel Tubiana, président de la LDH, «Il n'y a pas de raison que les hommes politiques bénéficient de l'impunité institutionnelle». Ces plaintes montrent également le rôle des «notes blanches», anonymes et «non sourcées», produites par les services de renseignement, fondement des assignations décidées pendant l'état d'urgence. Dans leurs recours, les plaignants assimilent ces notes à des «mensonges». Ils considèrent en outre que le «dénominateur commun» qui a motivé les mesures prises à leur encontre est «la pratique de la religion musulmane» et le raisonnement du ministère selon lequel «toute la population musulmane est potentiellement un djihadiste dissimulé»...

Robert Pelletier



Les comités en action !

Rennes (35) 500 manifestantEs pour Lorentxa Guimon. 500 personnes se sont mobilisées samedi 20 février dans les rues de Rennes pour exiger la libération de Lorentxa, prisonnière politique basque, gravement malade. En prison depuis 2003, elle est libérable depuis décembre 2015, mais si la justice lui a accordé le droit de sortir, le parquet a fait appel, témoignant d'un acharnement de Valls et Urvoas. Alors que le conflit armé a cessé depuis 2011 et que le processus de paix est engagé, les actes du gouvernement français marquent un refus du processus de libération ou du rapprochement des prisonnierEs politiques basques. Le cortège était composé principalement de Basques venus en bus... et en nombre ! Une belle manif co-organisée par les organisations basques et bretonnes, même si l'on peut regretter que la préfecture n'ait pas autorisé le cortège en centre-ville.



DR

Une manif émouvante et revendicative, rythmée par des slogans en basque, en breton et en français. Devant la prison, les slogans ont redoublé d'ampleur, et la manifestation s'est conclue avec un discours en trois langues, Émilie Martin (sœur d'Aurore) parlant pour les Basques. Lorentxa libérée depuis, la mobilisation va se poursuivre pour le retour au pays de tous les prisonnierEs politiques. Le NPA, bien visible et audible dans la manif avec la présence de Philippe Poutou et les militantEs rennais, y prendra toute sa part !

Alpes-de-Haute-Provence Soutien à la mobilisation de Notre-Dame-des-Landes. À huit militantEs déterminéEs et solidaires de la ZAD, nous avons assuré la gratuité des péages à la Saulce, péage autoroutier qui mène aux stations de ski des Alpes du Sud, un week-end de chassé-croisé... Les gendarmes sont intervenus rapidement et se sont cantonnés à un rôle d'observateurs, non sans avoir rappelé que nous étions sous état d'urgence. Nous avons manqué de tracts, ce qui a limité le temps de l'action. Promis, on y retournera avec 2000 tracts aux vacances de printemps ! Assurer la gratuité de l'autoroute amène évidemment le soutien des usagers et taper dans le portefeuille du capital est un message clair. Nous appelons à cette action simultanée sur tous les péages de Vinci.

Les Nôtres



Marc Robert

Élève au lycée Bréquigny, Marc s'engage dans les révoltes lycéennes rennaises des années 1970. De toutes les manif et les occupations, il se forge une conscience de classe qui ne le quittera plus. C'est au Havre, à France Télécom, qu'il devient alors militant actif du tout jeune syndicat Sud. C'est aussi le militantisme à la LCR... De retour sur Rennes, il anime la section de son bureau de poste du Gast et participe aux activités de Sud sur la ville. Il est alors très mobilisé avec Ras l'front, comme lors de cette manif de 1990 contre la venue de Le Pen à Rennes. Toujours militant syndical très actif, il est resté très proche du NPA, même si la vie l'a un peu éloignée des réunions. Le crabe l'a rattrapé juste après le début de sa retraite... Nous assurons sa famille et ses nombreux amis de toute notre solidarité.

Le comité NPA de Rennes

Nombreux, unis, déterminés : on lâche rien à Notre-Dame-des-Landes !

On aurait presque envie de rire à l'annonce des chiffres ridicules diffusés par les pouvoirs publics, alors que plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs ont fait une véritable démonstration de force samedi dernier aux abords de la Zad de Notre-Dame-des-Landes.



Un cortège à perte de vue... PHOTO THÈQUE ROUGE / DR

échéances s'annoncent d'ores et déjà.

Le 26 mars est l'ultimatum fixé par l'appareil judiciaire aux agriculteurEs et aux habitantEs pour quitter la Zad. Mais la réunion nationale des comités de soutien réunie ce 28 février avertit : ce jour-là, les comités sont invités à faire pression sur les lieux de pouvoir – préfectures et locaux du PS – partout en France. Ensuite, c'est le ministère de l'Écologie qui devrait rendre un

rapport sur l'opportunité du projet, un rapport bien évidemment téléguidé par l'État, bien loin de l'étude indépendante exigée par les opposantEs. Comment faire confiance à un État à la fois juge et partie, et qui n'a su faire preuve que de manipulations, de dissimulation de documents officiels et de mensonges ? Les 9 et 10 juillet, « NDDL 2016 » rassemblera à nouveau des dizaines de milliers de participantEs dans une cinquantaine

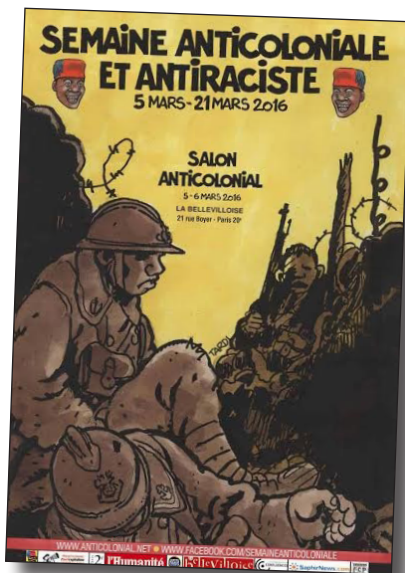
de débats, sur les luttes contre les grands projets inutiles imposés (GPII), sur l'écologie, l'agriculture, l'emploi, et bien sûr la démocratie, les alternatives au capitalisme. La lutte continue donc, plus que jamais, car c'est seulement nos propres forces, notre détermination, notre capacité à résister, qui nous permettront de gagner, à Notre-Dame-des-Landes et ailleurs.

Sandra Cormier et Bertrand Achel

Initiative

La semaine anticoloniale et antiraciste arrive

Du 5 au 21 mars se tiendra la nouvelle édition de cette semaine, devenue quinzaine, avec comme chaque année en point d'orgue le Salon anticolonial des 5 et 6 mars.



son île, l'histoire de ces 1630 enfants réunionnais déplacés en France entre 1963 et 1982, suivi d'un débat autour de « La dette outil néocolonial ». L'après-midi, focus sur trois débats : « La misogynie fait le lit du racisme et vice-versa », « L'anti-tsiganisme, un mal européen », puis « Les massacres coloniaux (17 octobre 1961, 8 mai 1945) ». Dimanche, discussion autour de... « Charles Martel », le mythe identitaire de l'extrême droite. Puis dans l'après-midi, « François Hollande et l'Afrique : la guerre

comme politique », « Répression, violences policières et quartiers populaires »... Avec en guise de conclusion au Salon, « L'impérialisme, notion dépassée ou réalité actuelle » avec de multiples invités. Et bien d'autres choses encore, à ne pas rater le week-end prochain, tout comme les jours suivants dans de nombreux lieux de la capitale. Et même à la librairie La Brèche... **Manu Bichindaritz**
1- La Bellevilloise, 21, rue Boyer, Paris 20^e (métro Gambetta)
Intégralité du programme de la Semaine anticoloniale et antiraciste : <http://www.anticolonial.net/spip.php?article3010>

Peinture

Femme et artiste peintre

La peintre femme autrefois, la voie impossible... Il fallait en braver des interdits dans les siècles passés pour une femme pour vouloir être peintre, plus encore pour oser y exprimer sa féminité, se libérer du confinement des aquarelles intimistes autodidactes, car nul moyen alors d'accéder aux ateliers des maîtres et donc à la connaissance...

Celles que l'histoire de l'art retient néanmoins sont filles de peintres. Lavinia Fontana ose la première dès le 16^e siècle peindre le corps nu féminin, privilège masculin. Artemisia Gentileschi renouvelle par son réalisme la peinture baroque et met en scène son propre viol sous couvert de scène mythologique, Elisabeth Vigée-Lebrun, portraitiste de cour, ses maternités narcissiques. Après la Révolution et au 19^e siècle, les portes des ateliers s'entrouvrent pour elles, chez David et Greuze d'abord, mais la reconnaissance tarde, tant l'influence, voire la domination masculine, pèse sur leur art, voire sur leur vie professionnelle, à l'instar

des « couples » célèbres : Constance Mayer - Pierre-Paul Prud'hon, Camille Claudel - Auguste Rodin, ou encore Berthe Morisot - Édouard Manet, cette dernière affirmant néanmoins son indépendance. Il faut attendre le 20^e siècle, et encore pas au Bauhaus (!), pour que la femme accède à la formation artistique et pour voir surgir des Tamara de Lempicka, des Marie Laurencin qui incarnent une émancipation nouvelle, même si le chemin des Rosa Bonheur, Suzanne Valadon, Mary Cassatt et plus tard Joan Mitchell ne diffère pas fondamentalement de celui de leurs homologues masculins. Si ce n'est peut-être celui de Paula Modersohn-Becker que l'on

découvrira bientôt à Paris, auteure du premier autoportrait féminin nu.

La femme peintre ou plasticienne contemporaine : la voix singulière

Aujourd'hui, certaines artistes rencontrent un réel succès artistique en mêlant mises en scène de leur vie, engagement politique, voir féminisme, telles Kiki Smith, Faith Ringgold, Yoko Ono, Sophie Calle, etc. D'autres transcendent l'action purement revendicatrice en exprimant un rapport singulier à leur condition féminine. Ainsi, quelques exemples emblématiques. Frida Kahlo chante de l'émancipation de la femme mexicaine, exprime avec un fœtus surdimensionné la douleur de sa fausse couche. Niki de Saint Phalle illustre dans ses *Nanas* la suprématie épanouie de la femme. Gina Pane, figure majeure de l'art corporel, réalise des performances mêlant le lait et le (son) sang, symboles féministes discutés. Annette Messager dénonce dans ses sculptures les clichés liés à l'univers domestique prétendument féminin (travaux d'aiguilles, etc.), les parties du

corps malmenées (épilation, etc.) ; les idées préconçues dans les broderies des *Tortures volontaires*. Orlan, femme de tous les combats féministes et de toutes les provocations, dénonce la violence faite aux corps des femmes, les canons de la beauté féminine en se remodelant le visage, le regard porté sur le corps féminin, les deux grands stéréotypes féminins : Marie (la mère) et Marie-Madeleine (la prostituée). Louise Bourgeois développe une œuvre obsessionnelle tournée vers de la procréation (les poupées en tissu), la maternité des femmes-maisons, hantée par le phallus (le père), baptisée fillette, et l'araignée (la mère), à la fois protectrice bienveillante et d'une inquiétante étrangeté. Elle cultive l'ambiguïté, l'ambivalence, dans Janus, excroissances mamelles/phallus, et touche aux traumatismes fondamentaux, aux émotions, pulsions et peurs primordiales, à l'inconscient. **Ugo Clerico**



Bande dessinée

Quand les femmes investissent la BD, c'est plus fort !

Beaucoup n'auront retenu de la 43^e édition du Festival d'Angoulême que la polémique sur l'absence scandaleuse de femme-auteure dans la présélection pour le Grand Prix...

Du coup, la profession s'est penchée sur elle-même, et une enquête indépendante a montré que, depuis l'entrée des maisons d'édition indépendantes dans les grands groupes, c'est toute la profession qui s'est précarisée. Si plus d'un auteur sur deux gagne en dessous du SMIC, c'est plus de 2 femmes auteur sur 3 qui n'atteignent pas ce minimum vital.... Précarisation, double boulot, deviennent la règle, et une certaine sélection sociale s'établit. Voilà l'esprit contre-culture de la BD bien en péril face à cette financiarisation de la culture. La situation offre contradictoirement une opportunité plus grande aux auteurs féminins qui tirent de leur double oppression une plus grande force dans l'inspiration et

l'innovation, que ce soit sur la forme ou le fond.

Persepolis, Majane Satrapi, L'Association, en 4 ou 1 mono-volume, 2007

Marjane retrace les étapes marquantes qui ont rythmé sa vie, de son enfance à Téhéran pendant la révolution à son entrée difficile dans la vie adulte en Europe. Le graphisme, à la fois simple, expressif et percutant, se rapproche d'un travail d'illustration, mais apporte une rigueur et une efficacité au récit qui surprend page après page.

Fatherland, Nina Bunjevac, Ici même, 2014

1975. Entre Toronto et la Yougoslavie, une mère échappe à un mari tyrannique et fasciste en retournant avec ses deux filles en Serbie, mais en laissant son fils aux mains de son père. Ce qui devait être un voyage de 15 jours durera 15 ans. Le récit est dense et robuste, tandis que le graphisme rugit de grandes masses noires et de hachures rompues par un « pointillisme » qui évoque à s'y méprendre la raideur « socialiste » (bureaucratique).

Le bleu est une couleur chaude, Julie Maroh, Glénat, 2010

« Mon ange de bleu, Bleu du ciel, Bleu des rivières, Source de vie... ». La vie de Clémentine bascule le jour où elle rencontre Emma, une jeune fille aux cheveux bleus qui lui fait



la pureté des sentiments d'Emma et de Clémentine.

C'est toi ma maman ?, Alison Bechdel, Denoël, 2013

L'Américaine Bechdel apporte une profondeur inconnue dans l'alchimie fondatrice des êtres, de leur conscience, de leur sexualité. L'auteur transforme son crayon en scanner ravageur de lucidité et d'humour vers une mère qui a cessé de la toucher et de l'embrasser à l'âge de 7 ans. Dans un foisonnement d'images et de mots articulés avec une

découvrir toutes les facettes du désir et lui permet d'affronter le regard des autres. Un récit tendre et sensible. 4 ans de travail acharné pour l'auteur qui a été en résidence d'auteur... à Angoulême en 2013. Davantage que les mots, ce sont les silences et les regards qui portent l'histoire et révèlent les pensées. Le dessin, tout en finesse et fragilité, renvoie une impression de douceur qui reflète

grande sophistication, Alison mêle les aléas de sa vie amoureuse, les séances d'analyse et ses rêves minutieusement décrits, chacun servant de détonateur à des retours sur le passé. Virginia Woolf n'est pas loin. Du grand œuvre ! Que le cinéma d'auteur s'intéresse beaucoup à la BD féminine prouve la vitalité des artistes femmes du neuvième art. La consécration en 2017 ? **Sylvain Chardon**

Essai

Le droit des femmes à disposer de leur corps

Coordonné par Valérie Haudiquet, Maya Surduts et Nora Tenenbaum, Syllepse, 2015, 7 euros

Petit rappel pédagogique sur l'importance de l'IVG et quelques autres questions... Cette retranscription du colloque organisé par la CADAC en 2014 nous fournit un outil bien utile sur le droit à disposer de son corps. Il revient sur les attaques contre l'IVG en faisant le lien avec celles plus générales contre la santé. Les mobilisations y sont mises en avant, entre autres celle pour la maternité des Lilas. Des professionnelles militantes (gynécologue-obstétricienne et sage-femme) apportent un regard complémentaire à celui du

mouvement féministe. Par exemple, la dégradation des conditions d'accueil pour les accouchements nous oblige à repenser ce que nous voulons, notamment la place à donner aux choix des femmes et le rapport au corps médical. C'est plus généralement les questions de sexualités qui sont discutées. Les expériences du collectif « Les filles des 343 » et du site « J'ai avorté et je vais bien, merci ! » permettent de pointer la culpabilisation qui pèse encore très fortement sur les femmes qui avortent. Celle du Planning Familial du 93, qui met en avant une éducation sexualisée

et des accueils collectifs de femmes, se situe dans la lignée des pratiques subversives des années 1970 et montre que cela est possible aujourd'hui. Une partie est également consacrée aux liens entre mouvements féministes et mouvements homosexuels, rappelant les obstacles mis à la visibilité des lesbiennes. Le chapitre historique est vraiment le bienvenu tant contraception et IVG sont considérés aujourd'hui comme acquis. Il permet de remettre ces droits dans leur contexte et de mieux en comprendre la fragilité.



Le seul regret est le refus de débattre qui transperce au détour de certaines phrases sur des questions qui, quoiqu'on en pense, traversent le mouvement féministe. **Elsa Collonges**

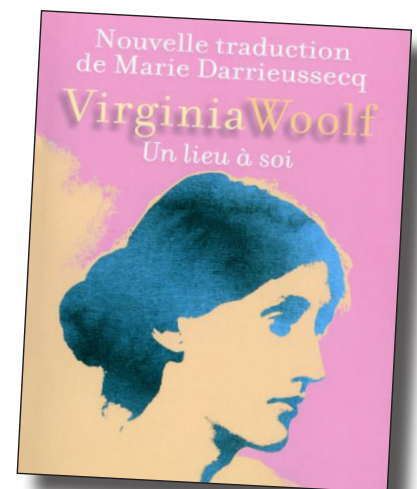
Essai

Un lieu à soi

Virginia Woolf, traduction de l'anglais par Marie Darrieussecq, Denoël, 2016, 13 euros

Virginia Woolf écrit du point de vue d'une grande bourgeoise anglaise du début du 20^e siècle. Elle explique qu'une femme doit pour s'épanouir disposer d'un lieu à soi, qui ne soit ni le salon ni la chambre à coucher... et de 500 livres de rente. Ça peut sembler une évidence, mais la démographie, le coût du logement, surtout dans les villes, rendent cette assertion de plus en plus d'actualité. Qui aujourd'hui dispose d'un lieu à soi ? Même les enfants en ville n'ont pas souvent cette chance, sans parler de celles et ceux qui dorment dehors, SDF ou migrants...

L'intimité, la libre disposition d'un temps à soi et d'un lieu où le passer, sont un vrai luxe. En pionnière du féminisme, Virginia Woolf a présenté ce sujet dans une série de conférences prononcées en 1928 à l'université de Cambridge. Ce texte plein d'humour et d'ironie fait un constat, de façon très astucieuse, attaquant les hommes dont elle constate aussi l'écriture très genrée. Virginia Woolf aborde la question des femmes écrivains, du lien qui évolue au fil des siècles entre la nature de leur écriture, très bridée au 16^e siècle, de plus en plus libérée de leur sexe quand avance leur autonomisation. Elle n'est pas essentialiste mais explique comment des siècles de domination ont conditionné l'écriture et la créativité des femmes. N'oublions pas qu'en Grande-Bretagne au début du 20^e siècle, les



suffragettes étaient très actives et que les femmes y ont obtenu le droit de vote en 1918. Virginia Woolf invente pour sa démonstration une sœur à Shakespeare, Judith, dont elle narre les difficultés à écrire jusqu'à l'impossibilité qui la conduit à la mort.... Marie Darrieussecq a retraduit cet ouvrage, publié il y a près d'un siècle sous le titre de *Une chambre à soi*, titre qui contredisait le propos de l'auteure... Une preuve supplémentaire de la difficulté à intégrer cette idée même de la nécessité d'intimité et d'indépendance pour créer. Évidemment 500 livres de rente, c'est encore autre chose... **Catherine Segala**

« De journaliste, je deviens aussi activiste. L'information se transforme en action »

Entretien. Nous avons profité de la présentation à Bordeaux en avant-première de son film *Merci patron!*¹ pour rencontrer **François Ruffin**, journaliste-activiste. Nous avons échangé autour de la situation sociale, de *Fakir*, son journal et bien entendu de son film...



DR

Tu vis dans la région d'Amiens, un lieu hautement symbolique de la lutte des classes, mais dans le mauvais sens du terme...

C'est sûr que vivre à Amiens, tu n'as pas le même regard sur la société que lorsque tu habites à Paris, comme presque tous les journalistes, dans une capitale gentrifiée d'où les usines ont complètement disparu et où les classes populaires sont marginalisées. Forcément tu es au contact d'autres personnes, et quand je vais au Bistro du Parc juste à côté de chez moi, les clients sont pas graphistes. C'est pour ça que, malgré mes contrats à *France Inter* pour l'émission *Là-bas si j'y suis*, j'ai toujours fait de mon mieux pour rester à Amiens, pour maintenir cet ancrage social. Cela dit, la réalité de cette ville, c'est aussi que par exemple les Goodyear n'en sont pas au cœur. La zone industrielle est éloignée de quelques kilomètres du centre-ville, la plupart des habitants n'y mettent jamais les pieds, et inversement: la très large majorité des Goodyear habitent dans les campagnes environnantes, dans un périmètre de trente kilomètres, campagnes qui sont devenues le refuge des classes populaires, à cause des hausses de l'immobilier dans les métropoles. Et je pense qu'on a loupé ça sur les Goodyear: la jonction des ouvriers de la zone et de la petite bourgeoisie du centre-ville. Avec des torts partagés. J'en ai causé avec Mickaël Wamen, le leader de la CGT-Goodyear, et pour parler un peu cyniquement, leur condamnation nous offre une seconde chance...

Et c'est aussi à Amiens que le journal *Fakir* est né...

Il y a seize ans. Au départ, c'était sur la délocalisation de Yoplait, pour critiquer le journal municipal qui n'avait même pas écrit une ligne dessus. Et puis les délocalisations ont suivi, et se ressemblent: Whirlpool par exemple. Là, j'ai étudié le dossier à fond, le marché

du lave-linge en Europe, les causes du transfert vers la Slovaquie... Et puis les papiers peints Abélia, les climatiseurs Magnetti-Marelli, les composants électroniques Honeywell, même les Chips Flodor sont partis! Quand on perd même les patates en Picardie... Dans cette mondialisation, je suis en première ligne, sur un excellent poste d'observation. Je ne crois pas être «ouvriériste» au sens où, pour moi, les ouvriers ne portent pas seuls l'avenir de l'humanité. En revanche, je trouve inacceptable qu'on puisse depuis trente ans en mettre plein dans la gueule des ouvriers, sans réaction forte des médias, des élus, des partis, même bien à gauche. Et pourquoi, cette relative indifférence? Parce que dans les médias, parmi les élus, les partis, même bien à gauche, les ouvriers sont quasi absents, ne sont pas représentés. Cette violence sociale, en général, les gens la retournent contre eux-mêmes, avec l'alcoolisme, la dépression, le suicide... Cette classe sociale est trop gentille: contrairement aux agriculteurs, il n'y a presque eu aucune manifestation de colère, seulement quelques ordinateurs cassés par les Continental en 2009 à la sous-préfecture de Compiègne, et deux cadres qui se font tirer l'oreille chez Goodyear. Et il faudrait les punir pour ça? Enfin, *Fakir* ne cause pas que de ça. Il y a un glissement dans ma démarche que je perçois bien: de journaliste, je deviens aussi activiste. L'information se transforme en action. Et je sais pourquoi: je veux dire, on peut révéler des scandales ou des saloperies, mais derrière, rien ne bouge. Alors, du coup, pour se sentir utile, on est condamné à avoir un genre de «Service après informations». Par exemple, dans un accident du travail sur un chantier d'insertion à Amiens, un gamin de dix-neuf ans qui meurt écrasé par trois tonnes de pierres. J'ai d'abord mené l'enquête, révélé l'absence criante de mesure de sécurité, les négligences en série, des jeunes qui étaient envoyés

au casse-pipe. Mais la justice s'en foutait. Elle faisait tout pour enterrer le dossier. Donc, il a fallu mener une seconde enquête: pourquoi la justice fait-elle obstacle à la justice, en pointant le rôle du procureur, en le harcelant, en l'interrogeant? On a fait des manifs, posé une plaque sur le lieu du drame, cherché un avocat, etc. Un article, en soi, ne change pas grand-chose. Surtout dans un petit média. Donc, il faut se transformer en militant, et transformer nos lecteurs de même, les inviter à agir au-delà de nous lire.

Comme avec ton film *Merci patron!*, qui est un appel à l'action, à l'expropriation des riches?

Je ne suis pas un homme de programme. Bien sûr qu'il y a la révolte contre ces fortunes (l'an dernier, Bernard Arnault a gagné 463 000 années de salaire de ses couturières, et ce sont elles, nous dit-on, qui ne sont pas «compétitives»). Mais surtout, je voulais redonner de la joie aux gens. La France est morose, et plus on est à gauche, plus on est morose. On a même l'impression que c'est une obligation du militant, être chiant, que s'il rit, s'il sourit, au vu de la situation mondiale et tout le tralala, il sort de son rôle. Alors moi, j'ai envie de donner du jus, car on en a besoin pour la bataille. Et je suis fier d'avoir fait un film qui fonctionne, des intellos au populo, qui puisse rassembler, que derrière la tranche de rigolade, les gens aient envie de se bouger le cul. Parce qu'un programme, bon, la gauche sait en pondre de très beaux, mais la question, c'est quelles masses, quelles forces on met en mouvement?

Et comment met-on cela en mouvement? Si j'avais la recette miracle... mais j'ai quand même quelques idées. En une semaine j'ai assisté à quatre manifestations: une contre la condamnation des Goodyear, une des enseignants

contre la réforme du collège, une contre Notre-Dame-des-Landes, et une dernière contre l'état d'urgence... C'est du n'importe quoi. Je ne vois pas comment, chacun de son côté, on peut arriver à faire peur à l'oligarchie. Il faut se rassembler, le mouvement ouvrier et écologiste: c'est comme un moteur, il faut le mélange d'ingrédients différents pour que ça explose. Et puis il y a la nécessaire jonction entre intellos (profs) et ouvriers, dont les destins sociaux se sont séparés, un divorce qui date des années 1980, avec le chômage qui frappe quatre fois plus les ouvriers. Conséquence aujourd'hui, ce ne sont plus les mêmes votes: 51% des ouvriers ont voté FN. C'est une réalité dramatique, comment on s'y affronte? On est tous des travailleurs, certes, mais on ne subit pas tous la mondialisation, la crise de la même façon. Pour moi, les intellos doivent se sortir de l'entre-soi social: il faut aller vers des gens qui ne nous ressemblent pas, car sans ça, on n'y arrivera pas. Dans mon idéal, j'aimerais carrément qu'on dise: «Goodyear-Notre-Dame-des-Landes, même combat!», que les deux causes se joignent contre l'oligarchie.

En réponse au chômage et à l'injustice, une de tes solutions est le «protectionnisme»...

Oui, c'est pour moi une condition nécessaire mais insuffisante. Tout rapport de forces s'évapore en économie ouverte. C'est donc le moyen le plus immédiat pour réguler le commerce, une urgence que réclament les classes populaires depuis trente ans... Mais bon, je vais pas aborder cela en cinq lignes ici, alors que je sais que cette idée n'est pas partagée par le NPA. Si vous voulez un débat, je suis là!

Propos recueillis par Philippe Poutou

¹ Sortie en salle le mercredi 24 février. Voir chronique dans *l'Anticapitaliste* n°325.

Vu ailleurs



LA FRAUDE, UN TERRORISME?

« Contrôleurs vus ce matin à Châtelet vers 9 h 40 ».

« Contrôleurs TCL dans le tramway T1 direction Part-Dieu au niveau de Perrache »... Ces messages postés sur les réseaux sociaux, qui visent à ne pas tomber nez à nez avec une équipe de contrôleurs, pourraient prochainement être punis de deux mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende. Cette disposition est prévue dans la proposition de loi « relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs », en cours d'examen au Parlement. Vous avez bien lu: faire preuve d'incivilités, frauder ou perpétrer un acte terroriste dans un transport en commun sont amalgamés par l'intitulé de la loi. (...)

À l'initiative de cette proposition de loi, des élus du groupe socialiste, républicain et citoyen s'agacent de « la relative impunité dont bénéficient les fraudeurs récidivistes, qui n'encourent de peine conséquente pour "délit d'habitude" (six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende) qu'à partir de dix procès-verbaux sur un an ». (...) Et constatent que cette fraude représenterait plus de 500 millions d'euros de pertes pour les opérateurs de transport (300 millions pour la SNCF, 100 millions pour la RATP et 100 millions pour les entreprises de transport urbain de province). (...)

Cette chasse à la fraude punit toutes les formes de solidarité en la matière. Les mutuelles de fraudeurs ou les collectifs sans ticket, dont le principe repose sur le paiement d'une cotisation mensuelle permettant de payer les amendes de chacun, sont aussi dans le viseur de la proposition de loi. Les personnes qui participent à « l'ouverture ou l'annonce publique d'une souscription » ayant pour objet de régler les contraventions dressées par les contrôleurs pourront encourir jusqu'à six mois de prison et 45 000 euros d'amende (article 8 ter). La revendication des transports gratuits pour tous qui prédomine chez ces « collectifs sans tickets » n'est visiblement pas prête d'être mise à l'ordre du jour du gouvernement, en dépit d'expériences réussies dans des collectivités (...)

« Un projet de loi amalgame incivilités et actes terroristes dans les transports en commun », Sophie Chapelle, *Bastamag*, jeudi 25 février 2016

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org

L'image de la semaine

